



Investir dans les populations rurales

REPUBLIQUE DE MADAGASCAR

Projet d'Appui au Développement du Melaky et du Menabe (AD2M)

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: du 13 au 24 Novembre 2014

Date du document: 02/12/2014

No. du Projet: 1100001318-MG

No. du rapport: 3604-MG

Division Afrique orientale et australe
Département gestion des programmes

Table des matières

A.	Introduction	1
B.	Vue d'ensemble de l'exécution du Projet	2
C.	Produits et effets	3
D.	État d'avancement de l'exécution du Projet	10
E.	Aspects fiduciaires	13
F.	Durabilité	16
G.	Autres aspects	16
H.	Conclusion	17

Liste des illustrations

Carte de la zone d'intervention du Projet AD2M

Liste des tableaux

Tableau 1. Réalisation sur les CEP

Tableau 2. Activités de CECAM avec AD2M

Tableau 3. Reconstitution du Compte spécial

Appendices

Appendice 1:	Résumé de l'état d'avancement du Projet AD2M et notes attribuées	19
Appendice 2 :	Cadre logique actualisé : état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	23
Appendice 3:	Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	29
Appendice 4:	État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	31
Appendice 5:	Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	39
Appendice 6:	Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	43
Appendice 7:	Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	44

Annexes

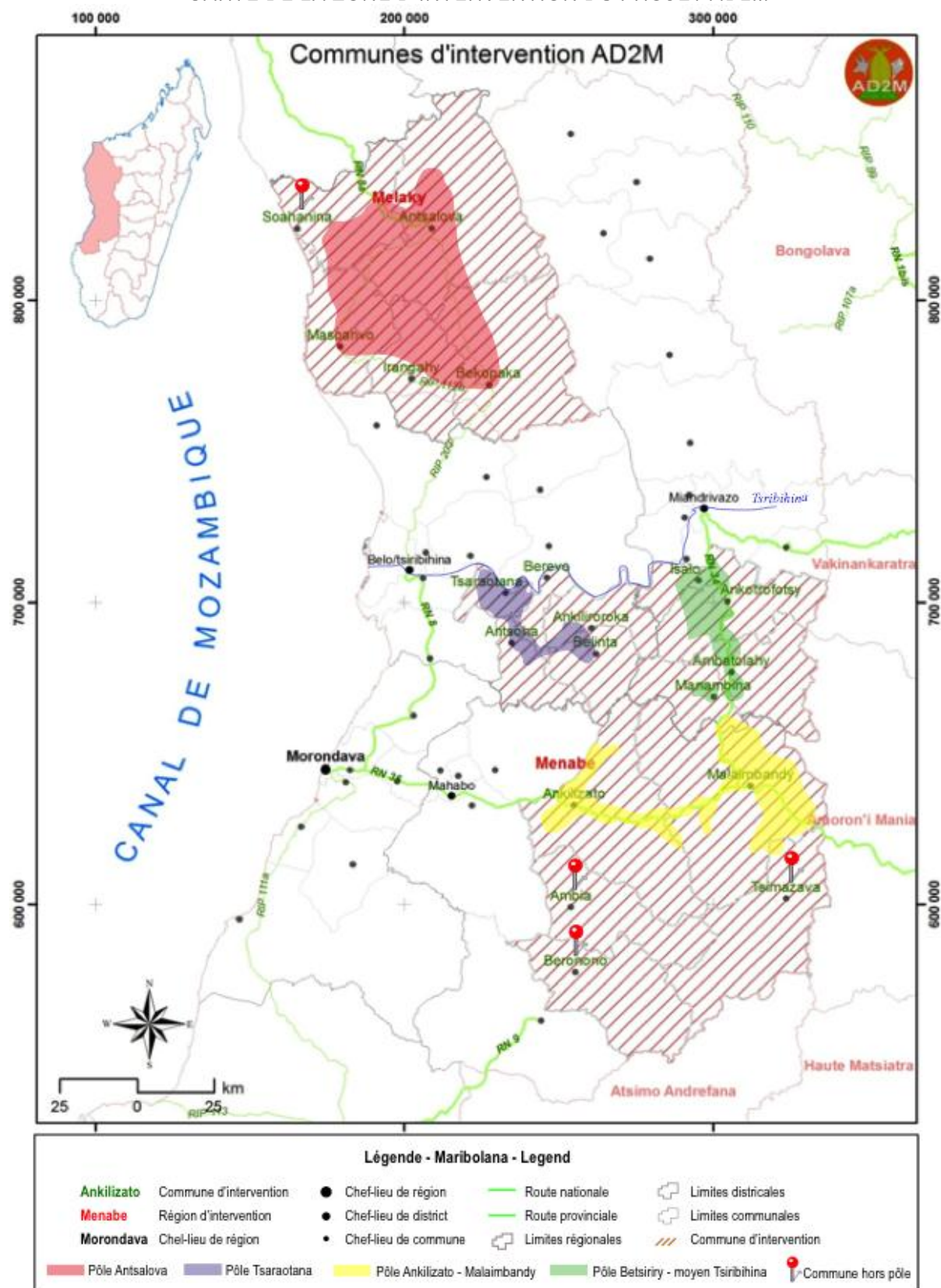
Annexe 1 :	Recommandations de la mission de supervision de décembre 2013 et avancement
Annexe 2 :	Recommandations de l'audit de juin 2014 pour les comptes de l'exercice 2013
Annexe 3 :	Etat Justificatif du compte spécial FIDA au 30 octobre 2014
Annexe 4 :	Etats certifiés des dépenses
Annexe 5 :	Liste des principales personnes rencontrées
Annexe 6 :	Note technique sur le volet commercialisation

Sigles et acronymes

AD2M	Appui au Développement du Menabe et du Melaky
AEL	Association d'éleveurs
ANCOS	Agence National de Contrôle Officiel des Semences et plants
AOP	Appui à l'Organisation des Producteurs
ASFI	Agent Socio-Foncier Itinérant
AUC	Association des usagers de Canots
AUE	Association des Usagers de l'Eau
AUP	Association des Usagers de Piste
AV	Alphabétiseurs Villageois
CAE	Crédit avec Education
CAPFIDA	Cellule d'Appui aux Projets FIDA
CCRF	Cellule de Coordination de la Réforme Foncière
CECAM	Caisse d'Epargne et de Crédit Agricole Mutuel
CEP	Champs Ecoles Paysans
CF	Certificat Foncier
CGPEC	Comité de Gestion de périmètres d'épandage de crue
CIR	Cellule Infrastructure Rurale
CIRDR	Circonscription du Développement Rural
CNP	Comité National de Pilotage
CPA	Chargé de la Production Animale
CPV	Chargé de la Production Végétale
CR	Commune Rurale
CRIF	Centre de Ressource et d'Information Foncière
CROS	Comité Régional d'Orientation et de Suivi
CS	Canal Secondaire
DGR	Direction du Génie Rural
DIREL	Direction Régionale de l'Elevage
DRDR	Direction Régionale du Développement Rural
DTI	Droits et Taxes d'Importation
DTS	Droits de Tirages Spéciaux
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FOFIFA	Centre National de Recherche Appliquée au Développement Agricole
FORMAPROD	Programme de Formation Professionnelle et d'Amélioration de la production Agricole
GAR	Gestion Axée sur les Résultats
GCV	Grenier Commun Villageois
GdM	Gouvernement de Madagascar
GDS	Groupe de défense Sanitaire
GF	Guichet Foncier
GFD	Gestion Foncière Décentralisée
GRS	Groupe Régional de Suivi
IMF	Institution de Micro Finance
MCA	Millenium Challenge Account
MGE	Manuel de Gestion et d'Entretien

MinAgri-DR	Ministère de l'Agriculture et du développement Rural
MIT	Moyens Intermédiaires de Transport
MP	Microprojets
MPI	Micro Périmètre Irrigué
MVA	Mise en Valeur Agricole
OF	Observatoire du Foncier
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONGT	Organisation Non Gouvernementale de Terrain
ONN/ORN	Office National de Nutrition / Office Régional de Nutrition
OP	Organisation Paysanne
PARECAM	Programme d'Appui à la Résilience de la Crise Alimentaire à Madagascar
PCD	Plan Communal de Développement
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PI	Périmètres Irrigués
PNF	Programme National Foncier
PPS	Paysans Multiplicateurs de Semences
PRD	Programme Régional de Développement
PRDR	Programme Régional de Développement Rural
PTBA	Programme de Travail et de Budget Annuel
RMME	Rizièrre à Mauvaise Maîtrise d'Eau
RMP	Revue à Mi-parcours
RPE	Rapport de Pré Evaluation
RPI	Ressources Propres Internes
RPVAC	Responsable de la Production Végétale, de l'Approvisionnement et de la Commercialisation
SE	Suivi Evaluation
SIG	Système d'Information Géographique
SO	Socio-Organisateur
SRA	Système de Riziculture Améliorée
SRI	Système de Riziculture Intensive
TA	Technicien Agricole
TT	Tranoben'ny Tantsaha
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UGP	Unité de Gestion du Projet
USD	Dollar des Etats Unis
VDA	Volontaires de Développement Agricole
VMS	Vétérinaires Mandataires Sanitaires
WWF	World Wildlife Fund

CARTE DE LA ZONE D'INTERVENTION DU PROJET AD2M



A. Introduction

1. Une mission¹ du Fonds international de développement agricole (FIDA), a séjourné à Madagascar du 13 au 24 Novembre 2014, pour effectuer la supervision du Projet d'appui au développement du Menabe et du Melaky (AD2M). Elle a pour objet de passer en revue: l'exécution technique du projet, notamment le degré de mise en œuvre du PTBA 2014, ainsi que la réalisation des recommandations de la dernière mission de supervision de décembre 2013.
2. Le projet AD2M est un projet de développement agricole combinant à la fois la sécurisation foncière décentralisée, dans le cadre de la réforme foncière lancée par le gouvernement de Madagascar, et la mise en valeur productive du milieu rural, notamment dans les bas-fonds, les petits bassins versants et les tanety.
3. L'objectif général du Projet est d'améliorer l'accès des ruraux pauvres à la gestion des ressources en terre et en eau permettant la sécurisation durable des revenus des petits producteurs et l'amélioration durable de la base productive. Les objectifs spécifiques sont d'appuyer: (i) la politique et les processus institutionnel et réglementaire de sécurisation foncière et de droits de sol, ainsi que; (ii) la valorisation durable des systèmes d'exploitation agricole et la protection des ressources naturelles. Le Projet est organisé autour de trois composantes: (i) appui à la gouvernance locale et à la sécurisation foncière; (ii) Appui à la mise en valeur durable de la base productive; (iii) Gestion du Projet et suivi évaluation.
4. La durée du Projet, initialement prévue pour 8 années, avec une revue intermédiaire réalisée en septembre 2009 et une deuxième revue réalisée en septembre 2012, a été étendue sur 9 ans suite à la proposition de la deuxième revue. AD2M a démarré ses activités en novembre 2006 et son achèvement est prévu pour fin décembre 2015². Il intervient sur 19 communes réparties dans trois (03) districts (Belo sur Tsiribihina, Mahabo, Miandrivazo) dans la région du Menabe et un (01) district (Antsalova) dans la région du Melaky. Il devrait toucher directement 16'000 ménages ruraux au total, soit environ 84'000 bénéficiaires.
5. Le coût total du projet AD2M est de 27,13 millions USD dont 18,29 millions USD de Prêts FIDA (initial et complémentaire), un don du FIDA de 0,37 million USD, un don de l'UE de 3,83 millions (PARECAM), le Gouvernement pour 3,14 millions USD et 0,53 million USD par les bénéficiaires. Sur les 4,67 millions USD prévus pour le MCA, seulement 990'000 USD, ont pu être mobilisés; le reste a été compensé par un prêt complémentaire du FIDA.
6. Le Projet est placé sous tutelle du MinAgri-DR et sa gestion est assurée par une Unité de gestion du projet (UGP), basée à Morondava. L'UGP, chargée de la coordination et de la gestion des activités du Projet, s'appuie sur 4 ONGT et des partenaires techniques spécialisés. Un comité de pilotage au niveau national (CNP) et deux comités régionaux d'orientation et de suivi (CROS) sont chargés d'assurer la cohérence du Projet avec les politiques nationales sectorielles et les priorités régionales, approuver les grandes orientations et les programmes de travail et budgets annuels (PTBA), et proposer les aménagements et réorientations éventuels.
7. Du 14 au 19 Novembre 2014, la Mission s'est rendue dans la zone d'intervention du projet où elle a effectué des visites de terrain notamment dans deux districts (Mahabo et Miandrivazo- Région du Menabe). Elle a pu visiter des réalisations du Projet et a eu des échanges avec les bénéficiaires et les responsables locaux. Le Directeur régional du développement rural du Menabe (DRDR), les agents de la DRDR ainsi que les responsables et personnel des ONGT ont participé activement aux visites de terrain.

¹ La mission était conduite par M. Ghachem Kadari CPM ai (Chef de mission), M. Harifidy Ramilison, spécialiste en Développement rural (Consultant principal), M. Mohamed Milourhmane, Consultant en foncier, M. Abraham Elison, consultant en institution et développement durable, M. John Harivero Ramamonjisoa, consultant en gestion fiduciaire. M. Soja Sesy, Coordonnateur de la CAP FIDA et M. Rahaga Ndriana, responsable de la cellule gestion des savoirs ont accompagné la mission tout au long des travaux. Durant les visites de terrain, la mission était accompagnée de: M. Rabeharisoa Fanomezana Hajanirina de la Direction du Génie rural du MinAgri-DR et de Mr. Joelisoa Rakotonandrasana de la Direction de la Dette Publique du Ministère des Finances et du Budget.

² Une extension d'un an de la durée d'exécution du Projet a été approuvée par le FIDA le 8 octobre 2013.

8. A Antananarivo, la mission a été reçue par Mr le Secrétaire général du MinAgri-DR et a rencontré la Cellule de Coordination de la Réforme Foncière (CCRF), du Ministère d'Etat aux Infrastructures, Equipements et à l'Aménagement du Territoire, et la Personne Responsable de passation des marchés du MinAgri-DR.
9. Au terme de la mission, une réunion de synthèse a eu lieu au siège d'AD2M, le 19 Novembre 2014 avec les cadres de l'UGP et les représentants des Ministères concernés (MinAgri-DR, MFB/DDP). Une réunion de restitution présidée par le Secrétaire Général du MinAgri-DR, s'est tenue le 24 Novembre 2014, au siège du MinAgri-DR. La mission a attiré l'attention des cadres de l'UGP sur les mesures à prendre pour un achèvement réussi des activités du projet dont la date d'achèvement est prévu pour la fin décembre 2015, ainsi que la préparation de la phase 2 d'AD2M prévue pour début 2015. Le présent aide-mémoire retrace les principales conclusions et recommandations de la mission.
10. La mission remercie les Autorités nationales et locales, les structures déconcentrées, les partenaires et les populations locales, pour leur accueil et leur hospitalité. Elle tient à féliciter l'UGP et les ONGT partenaires pour les présentations des activités, l'organisation des visites de terrain, et pour leur collaboration et leur soutien qui ont permis un bon déroulement des travaux.

B. Vue d'ensemble de l'exécution du Projet

11. Le projet AD2M dont la date d'achèvement est prévue pour décembre 2015 a enregistré des **résultats satisfaisants fondés sur l'appui au renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle** dans le cadre de la stratégie d'intervention du FIDA dans le pays, et ce en cohérence avec la politique menée par le Gouvernement en ce sens. Par rapport aux objectifs, le projet a appuyé 20'700 ménages sur les 16'000 prévus, soit un taux de réalisation de 129 %. Au niveau production, les rendements des principales cultures ont augmenté de façon significative avec une progression de 1,9t à 5t/ha pour le riz ; de 0,8t à 1,8t/ha pour le haricot et l'arachide; et de 30t/ha pour l'oignon intersaison qui est une introduction nouvelle dans la zone du projet et qui a connu un taux d'adoption très satisfaisant. Sur les aspects nutritionnels, le projet a réalisé, en collaboration avec les Offices Régionaux de la Nutrition (ORN) Menabe et Melaky, des actions de formation culinaires et des jardins potagers, visant l'amélioration de l'alimentation et de la nutrition par la valorisation des produits locaux. 2.300 personnes, dont 65% de femmes ont bénéficié de ces actions. Les productions des spéculations appuyées par le projet (riz, oignon, haricot et arachide) ne connaissent pas de problèmes de marché et sont commercialisées en totalité sur les marchés local ou national. Pour la sécurisation foncière des petits paysans, la performance du projet est satisfaisante, le nombre de certificats délivrés a atteint 8'167 soit 46% du prévu par la revue à mi-parcours.
12. **Pour la composante 1, «Appui à la gouvernance locale et à la sécurisation foncière»**, le niveau d'avancement des activités du projet durant l'exercice 2014 est globalement satisfaisant. A l'exception de la formation des organisations professionnelles dont le taux de réalisations reste faible (21%), les activités d'appui à l'organisation des producteurs et au renforcement des acteurs locaux ont été réalisées à des taux dépassant les 70% (et atteindre jusqu'à 200%), par rapport aux prévisions du PTBA 2014. Dans le cadre de la sécurisation foncière et compte tenu de la problématique de ce volet, les résultats enregistrés par le projet sont satisfaisants (75% de l'objectif prévu pour 2014 a été atteint en termes de délivrance de certificats fonciers, et l'amélioration est significative d'année en année).
13. **Pour la composante 2 «appui à la mise en valeur durable de la base productive»**, le taux cumulé des aménagements hydro-agricoles est satisfaisant et a atteint 95%. Par rapport à la prévision de la RMP, les taux de réalisation sont de : 105% pour l'agro-écologie, 360% pour la sensibilisation environnementale, 95% pour le reboisement et, entre 104% et 146% pour les activités d'intensification et de diversification à travers les champs écoles. Pour la s/composante « mise en valeur agricole et préservation des ressources naturelle », dans la zone couverte par le projet, le taux d'adoption du système de riziculture intensive (SRI) a atteint 40% et celui des techniques améliorées (haricot, oignon d'intersaison), est de 70%. Pour la finance rurale, les 7 caisses d'épargne et de crédit prévues sont en place et le nombre des membres a atteint 2.932 sur 2.317 prévus, soit un taux de 127%. Pour les approvisionnements en semences, le projet a appuyé 14 paysans semenciers pour une production de 339 tonnes toutes spéculations

confondues et la construction de 2 magasins de stockage pour semences et 12 boutiques d'intrants. Pour la commercialisation, le projet a appuyé la réalisation de 4 magasins de groupage pour la collecte des produits, et la participation des petits producteurs à 14 foires régionales et nationales à caractère économique. Par contre, le taux de réalisation de la sous composante « aménagement et piste » pour 2014 a été de 20% seulement en raison de la défaillance des entreprises contractées due notamment aux difficultés inhérentes à l'enclavement de la zone.

14. **La coordination et la gestion du Projet** ont été menées de façon satisfaisante, et les réalisations financières, tout financement confondu, ont atteint **91,2%**. Les outils de gestion (manuel de gestion, suivi logistique, etc.), sont en place et opérationnels. Il y a une bonne coordination des activités au niveau du terrain. Les instances de pilotage et d'orientation du Projet (CNP et CROS) assument leur fonction de manière régulière. Malgré une réduction du personnel de l'ONGT, la qualité de l'encadrement des structures paysannes reste satisfaisante.
15. **Le système de suivi évaluation** en place est opérationnel et les outils de collecte et de traitement sont fonctionnels. Les indicateurs SYGRI sont disponibles et mis à jour régulièrement. La base de données est fonctionnelle avec des sorties automatiques pour les tableaux de bord. En terme de capitalisation, les thèmes ont été identifiés et priorisés pour leur mise à l'échelle dans le cadre de la conception de la phase 2 du projet.
16. **Pour les aspects financiers**, au 31 octobre 2014, sur le montant total du financement FIDA, les décaissements ont atteint 100 % pour le prêt initial, 65,9 % pour le prêt complémentaire et 81,3 % pour le don. Les fonds reçus du Don de l'UE dans le cadre du Projet PARECAM ont été décaissés à 100% et ce dernier a été clôturé en 2012. Le cofinancement prévu pour MCA d'un montant de 4,67 millions USD n'a pu être mobilisé qu'à hauteur de 0,99 million USD³ mais le reste a été compensé par le financement complémentaire du FIDA. En ce qui concerne la contrepartie nationale, à date, la contribution du gouvernement a atteint 68 % et celle des bénéficiaires 65,1%, par rapport aux prévisions initiales.

C. Produits et effets

Composante 1 «Appui à la gouvernance locale et à la sécurisation foncière »

17. L'objectif spécifique de la composante est de développer des actions opérationnelles de gouvernance locale, de renforcement des capacités des organisations professionnelles et de sécurisation foncière.
18. Les prévisions du PTBA 2014 portent principalement sur : i) la création de 2 AUEA regroupant 186 membres; ii) la formation de 67 associations; iii) la mise à jour de 19 PCD et de 1 PRD; iv) l'alphabétisation de 6430 personnes ; v) la création de 102 nouveaux microprojets; et vi) l'appui à la sécurisation foncière par la délivrance de 3000 certificats fonciers.

Sous-composante 1.1 « Appui à l'organisation des producteurs et au renforcement des acteurs locaux.

19. **Mobilisation des producteurs et appui à leurs organisations professionnelles (OP).** Les réalisations effectuées en 2014 par le Projet sont: (i) la constitution de 3 associations d'usagers de l'eau (AUE) avec construction de locaux et achat de matériel et mobilier, soit un taux de réalisation par rapport aux prévisions du PTBA de 150%, regroupant 126 membres (soit 68% des prévisions en raison de la diminution du nombre de personnes par AUE⁴), dont 26 femmes, soit 113% des prévisions ; (ii) la formation de 119 membres de 14 associations (soit 21% des prévisions), portant le nombre total des associations et des membres formés durant le projet à 161 et 992 respectivement. Les 2 voyages d'échange prévus (à la demande du CNP) n'ont pas été réalisés en raison du large dépassement des objectifs globaux du projet de 233%. Les niveaux des réalisations cumulées du projet s'élèvent à 33 AUE constituées sur les 45 prévues, soit un taux de réalisation de 73%, totalisant un effectif de 3574 membres, soit 60% des prévisions globales. Par ailleurs, 40 associations d'élevage regroupant 1845 membres, dont 75 femmes non initialement prévues, ont été constituées.

³ Géré et décaissé directement par MCA

⁴ Ceci est justifié par la recherche de l'efficacité dans la gestion qui est meilleure lorsque le nombre d'adhérents est réduit.

20. **Auto-évaluation participative des OP.** La mission de supervision de novembre 2013 avait considéré à juste titre qu'à ce stade d'avancement du projet, il était essentiel d'avoir une idée précise sur le degré de maturité et de fonctionnement des OP à travers des indicateurs en nombre réduit et faciles à mesurer. Conformément à ces recommandations, le projet a revu les critères précités et établi une nouvelle catégorisation qui fait ressortir que 53% ont un niveau avancé d'autonomie opérationnelle et financière, 34% ont un niveau moyen tendant progressivement vers leur autonomie et 13% sont faibles au regard de ces critères.
21. En outre, le projet a préparé un plan de renforcement des capacités adapté à chacune de ces catégories et a ainsi réalisé des formations sur les aspects techniques et de fonctionnement dispensées à 141 membres responsables de 18 associations (2 AUE, 13 AEL bovins, 1 GDS et 2 CGPEC), concernant notamment la gestion de l'irrigation et le système de recouvrement des redevances d'entretien pour les AUE, ainsi que du recyclage sur la vie associative. Toutefois, il faut souligner, qu'à travers les réunions tenues par la mission avec certaines OP, il est apparu que celles-ci ont atteint un degré de maturité et d'efficacité très satisfaisant⁵. Toutefois, et sur la base de l'étude susmentionnée, il est estimé qu'un accompagnement d'au moins trois ans reste nécessaire pour améliorer leur mode de gestion et leur autonomie.
22. **Appui aux communes rurales et aux régions.** L'actualisation du PRD de Melaky a été initiée par le Projet, par l'animation et la collecte des données par district, en vue de la mise à jour de la monographie régionale. Ce processus qui sera encadré par un consultant national doit arriver à son terme au cours du 1^{er} trimestre 2015. La mise à jour des 19 PCD élaborés antérieurement ne sera réalisée qu'une fois que les nouveaux maires auront été élus. Par ailleurs, un appui logistique a été fourni au GTDR en vue du renforcement du bureau de CA régional. Un appui a été également apporté à la Chambre d'agriculture. Le projet a apporté aussi sa contribution dans l'appui logistique à la célébration régionale de la journée mondiale de la femme et a participé à la célébration de la journée nationale de nutrition qui s'est tenue à Morondava.
23. **Renforcement des capacités des partenaires d'exécution.** A ce titre, 34 agents des ONGT (socio-organismes, techniciens du génie rural et techniciens agricoles) ont bénéficié de formation dans les domaines de l'apiculture, de la commercialisation, des normes de qualité, de la gestion des réseaux hydro-agricoles, de services agricoles, d'agriculture de conservation, d'autonomisation et de mise en œuvre du plan d'appui aux OP.
24. **Projets "coup de pouce" aux plus vulnérables.** Les réalisations 2014 pour ce volet ont consisté en la création de 99 microprojets (MP) supplémentaires, rassemblant 664 bénéficiaires, soit respectivement 97 % et 120% des prévisions du PTBA 2014, dont 423 femmes (264%). Globalement, l'objectif assigné au projet dans ce domaine (création de 360 MP) a été dépassé (création effective de 394 MP), soit un taux de réalisation de 109% pour un total de 2130 bénéficiaires (taux de réalisation global: 79%), dont 1119 femmes (52% du total des membres). La répartition par type de MP est la suivante: aviculture (51%), maraîchage (30%), apiculture (10%), petits ruminants (6%) et pêche (3%).
25. Les recommandations de la mission d'examen à mi-parcours et de la mission de supervision de novembre 2013, concernant le volet Microprojets (MP) «coup de pouce» ont été mises en œuvre. C'est ainsi que : i) le retard accumulé dans la mise en œuvre de ce volet a été rattrapé; ii) le montage des MP inclut maintenant des comptes d'exploitation, plans d'affaires et de trésorerie simples afin de pouvoir valider la faisabilité économique des activités; iii) le suivi de leur impact réel sur la sortie de la vulnérabilité et de l'augmentation des revenus est réalisé⁶; v) les bénéficiaires des MP se regroupent pour demander et obtenir des formations et s'intègrent dans des associations.
26. **Alphabétisation fonctionnelle.** Les réalisations en 2014 se présentent comme suit: i) 432 alphabétiseurs villageois (AV) ont été recyclés (100%), dont 102 femmes; ii) 284 centres ont été ouverts et sont fonctionnels (98%) ; iii) 6744 apprenants sur 6430 prévues pour 2014 ont été alphabétisés (105%), dont 2739 femmes (104%).
27. Au total, depuis le démarrage de l'opération, le nombre d'AV formés a été de 455 sur 284 prévus, soit 160%, le nombre de centres ouverts a été de 295, alors que 158 étaient initialement

⁵ En termes de prise de conscience de leur rôle, de mobilisation des adhérents, d'organisation du travail, de conformité aux exigences de gestion financière et de contrôle interne de gestion, ainsi qu'en termes de stratégie de développement.

⁶ Le rapport y afférent sera remis avant la fin de l'année.

prévus (soit un taux de réalisation de 160%) et le nombre de personnes alphabétisées depuis le début de l'opération est de 10040, sur une prévision globale de 12250, soit un taux de réalisation de 82%, dont 3930 femmes, soit le tiers des bénéficiaires. Concernant la stratégie post-alphabétisation, le projet a appuyé le fonctionnement des bibliothèques rurales et a produit des fiches techniques qui ont été largement diffusées. Cette double intervention sera de nature à assurer l'entretien de l'apprentissage dispensé.

28. Pour l'ensemble de la sous-composante, la mission recommande de: i) poursuivre le plan de renforcement des capacités élaboré pour les OP afin d'améliorer leur autonomie opérationnelle et financière; ii) engager l'actualisation des 19 PCD programmés et finaliser la mise à jour du PRD du Melaky ; iii) engager rapidement le processus d'évaluation des résultats et des effets obtenus pour les différents types de MP; iv) poursuivre le processus de préservation des acquis de l'alphabétisation (animation et enrichissement des bibliothèques rurales en documentation) ; et vi) engager l'évaluation des résultats des activités d'alphabétisation. Dans l'éventualité d'une deuxième phase du projet, et dans la mesure où cette opération s'intègre parfaitement dans les objectifs et activités du projet FORMAPROD, il est proposé de transférer cette opération à ce projet.
29. Les mesures et dates convenues sont données dans le tableau ci-après :

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
1. Mettre en œuvre, sur la base des résultats du diagnostic des OP, le plan de renforcement des capacités élaboré pour les OP.	RAOP, ONGT	Continu
2. Engager la mise à jour des 19 PCD programmés et finaliser la mise à jour du PRD du Melaky.	RAOP, ONGT	Après les élections
3. Engager le processus d'évaluation des résultats et des effets obtenus pour les différents types de MP.	RAOP, RSE	Fin juillet 2015
4. Poursuivre le processus de préservation des acquis de l'alphabétisation	RAOP, ONGT	Continu
5. Engager l'évaluation des résultats des activités d'alphabétisation.	RAOP, ONGT	Fin janvier 2015

Sous-composante 1.2. Appui à la sécurisation foncière

30. **Certification foncière.** Il faut rappeler que la gestion foncière décentralisée constitue un important volet du projet dérivant d'un choix historique opéré par l'Etat en matière de gestion foncière décentralisée ayant pour objectif, en particulier : i) la sécurisation de la propriété privée non titrée; ii) la sécurisation des droits secondaires; et iii) l'accès des populations vulnérables à la terre. Ce choix est en alignement avec la Déclaration d'Antananarivo du 8 octobre 2014, à l'occasion de la réunion du 4ème Forum Foncier Africain, sous l'égide de l'International Land Coalition (ILC). Il est également en alignement avec la politique du FIDA en matière d'accès à la terre et de sécurisation foncière.
31. Durant l'année 2014, les opérations de sécurisation foncière régionale, menées sous la tutelle de la CCRF dans 13 guichets fonciers, ont conduit au dépôt de 2'658 demandes de certificats fonciers (CF) dont 79% font suite à une opération combinée, 19% à une opération d'enregistrement systématique et 1,8% à une certification classique. Sur ces demandes, 2'237 CF ont été édités en 2014 (61% pour les opérations combinées et 39% pour les enregistrements systématiques, soit 75% de l'objectif des 3000 prévus par le PTBA. En moyenne, 22 demandes de CF ont été déposées par mois et par guichet foncier (situation à fin octobre 2014) et 19 CF ont été édités par mois et par GF (12 guichets sur 13 opérationnels). Entre octobre 2013 et octobre 2014, on a enregistré, en réalisations cumulées, respectivement 8'494 et 11'152 demandes et 5'233 et 7'504 certificats délivrés, soit une augmentation en un an de 31% et de 44% pour les deux indicateurs⁷.
32. Le coût moyen de l'opération est actuellement de 20'000 Ariary pour la certification à la demande et 10'000 Ariary pour les opérations combinées. Ce coût a été réduit de 50% depuis le début de l'opération. Le délai de traitement des demandes de certification varie entre 3 et 6 mois. Ce délai a été réduit de 3 mois entre le début de l'opération et aujourd'hui. Le projet a ainsi donc réalisé en 2014, des progrès significatifs en matière de certification, de réduction du coût du CF et de raccourcissement des délais entre demande et délivrance du CF.

⁷ Situation cumulée à fin octobre 2014).

33. Toutefois, pour l'ensemble de la période depuis le démarrage de l'opération, le nombre de certificats délivrés (8'167) représente 46% de l'objectif révisé à mi-parcours (17'850). Ce taux est satisfaisant si l'on considère toutes les contraintes et difficultés inhérentes à l'opération soulevées par les différents opérateurs (Coordination centrale de la CCRF, maires, et responsables des GF et CRIF), et qui dépassent les capacités et compétences du projet⁸. Avec 8'167 CF délivrés à travers 13 GF contre 100'000 CF à travers 471 GF sur tout le territoire de Madagascar, le projet AD2M enregistre une performance satisfaisante (soit 2 fois et 1/2 la performance moyenne des GF à Madagascar) en termes de sécurisation foncière.
34. Compte tenu de la date d'achèvement du projet, *la mission recommande*: i) *de poursuivre les appuis aux GF en matière de certification foncière* ; ii) *d'intensifier la sensibilisation des populations concernées* ; iii) *d'étendre l'opération combinée dans tous les GF appuyés par AD2M* ; iv) *d'engager le processus de médiation foncière pour l'accès au foncier des sans terre dans les périmètres qui seront aménagés d'ici la fin du projet, en adoptant pour cela une approche participative, impliquant les structures coutumières (Chefs de village, chefs lignagers et notables)* ; et v) *de se rapprocher de la CCRF pour une participation active aux réflexions en cours en matière de consolidation et de réforme foncière et la participation au Forum national sur le foncier dont l'organisation est prévue pour janvier 2015*.
35. Dans le cadre de la préparation de la formulation de la phase 2 du projet, *la mission propose*⁹: i) *de reconduire la sous-composante «Appui à la sécurisation foncière», en étendant les objectifs à la promotion à une échelle plus importante de l'accès à la terre au profit des populations vulnérables, notamment dans les nouveaux périmètres à aménager* ; ii) *de fixer des objectifs quantitatifs qui doivent tenir compte du bilan et des enseignements de la phase 1 (disposer de statistiques qui permettent de cibler les zones où il y a le plus de propriétés privées non immatriculées et où la création de GF se justifie)* ; iii) *privilégier les opérations d'enregistrement systématique, les opérations combinées qui ont donné de bons résultats par rapport à la demande individuelle volontaire et qui sont génératrices d'économies d'échelle* ; iv) *appuyer les communes pour la réalisation de ces opérations et pour la mise en place des outils de suivi* ; v) *promouvoir une collaboration très étroite entre opérateurs, notamment entre GF et services fonciers, devant se traduire par du renforcement de capacités et des échanges d'informations périodiques*; vi) *instaurer une collaboration étroite entre le projet et la Coordination du CCRF en matière de diagnostic, stratégie d'intervention et participation à l'élaboration des mesures à caractère stratégique*; vii) *renforcer les guichets fonciers en moyens humains, financiers et matériels* ; viii) *appuyer la révision des PLOF et l'élaboration des plans d'aménagement communaux*.
36. **Sécurisation des droits secondaires.** Le premier pilote (au niveau du pays) de sécurisation des droits secondaires a été lancé sur le périmètre irrigué de Migodo dans la commune d'Ankilizato (Mahabo). L'opération a été bien accueillie par les producteurs et 74 contrats de location de parcelles écrits ont été établis et enregistrés au niveau de ladite commune. Selon les témoignages recueillis par la Mission, les propriétaires se sentent confortés dans leur droit de propriété par le fait qu'un acte de location est clairement établi et ne peut être mis en doute par un locataire indélicat, des membres de la famille ou des étrangers et les locataires se sentent rassurés par le fait d'être fixés clairement sur la durée de la location et de pouvoir faire des cycles de culture entiers.
37. Pour cela *la mission recommande de* : i) *évaluer les résultats de l'action pilote* ; ii) *organiser des séances de sensibilisation afin d'élargir le champ d'application de cette phase, notamment dans certains périmètres irrigués où le mode de faire-valoir indirect est important en s'aidant pour l'identification de ces périmètres, des diagnostics fonciers et des enquêtes foncières réalisés ou à réaliser par le projet* ; iii) *former les socio-organisateurs couvrant les zones concernées dans le domaine* ; iv) *appuyer les agents des guichets fonciers concernés* ; v) *instaurer un système permanent de suivi des résultats et d'évaluer, à la fin de 2015, les effets et impacts de cet élargissement*.

⁸ On peut citer au titre de ces contraintes : la faiblesse des moyens humains, financiers et matériels des GF, la réticence des paysans à s'acquitter des droits de certification, ce qui fait que les demandes sont bloquées au niveau des guichets sans que les demandeurs ne récupèrent les certificats fonciers établis, la qualité des PLOF, les faibles synergies entre les services fonciers et les GF, etc.

⁹ Ces recommandations ne concernent que les aspects sur lesquels le projet pourrait intervenir.

38. Dans la perspective d'une deuxième phase du projet, il est recommandé de reconduire le volet formalisation des droits secondaires et de réfléchir sur la problématique du métayage, légalement interdit, mais largement pratiqué¹⁰.
39. Les mesures et dates convenues sont données dans le tableau ci-après :

Mesures convenues	Responsabilités	Date convenues
6. Poursuivre les appuis aux GF en matière de certification foncière.	RAOP, ONGT	Continu
7. Poursuivre les efforts de sensibilisation des populations concernées.	ONGT	Continu
8. Etendre immédiatement l'opération combinée dans tous les GF appuyés par AD2M.	ONGT	Décembre 2014
9. Engager le processus de médiation foncière pour l'accès au foncier des paysans sans terre dans les périmètres qui seront aménagés d'ici la fin du projet.	RAOP, ONGT	Mai 2015
10. Se rapprocher des instances de la CCRF pour une participation active aux réflexions en cours en matière de consolidation et de réforme foncière.	CP	Décembre 2014

Composante 2. Appui à la mise en valeur durable de la base productive

40. L'objectif spécifique de cette composante est d'appuyer la valorisation durable des systèmes d'exploitation agricole et la protection des ressources naturelles
41. Le PTBA 2014 prévoit principalement: i) d'aménager 820 ha de nouveaux périmètres; ii) de reboiser 44 000 jeunes plants; iii) de réaliser 160 CEP; iv) de construire 9 bâtiments pour les caisses IMF et les GCV; et v) de construire 2 magasins de groupage pour la commercialisation
42. La stratégie révisée durant la RMP de 2009, consistant à s'orienter vers les pôles de production avec des axes de développement des filières a grandement contribué à la réussite de la composante.

Sous-composante 2.1. Aménagement du monde rural

43. Cette sous-composante vise à mettre en place des infrastructures de production et d'évacuation de produits.
44. **Aménagements hydro agricoles.** En 2014, le projet a réalisé 120 ha de micro-périmètres irrigués¹¹, soit 16% des prévisions. En raison des difficultés des entreprises contractantes, 2 chantiers de travaux d'aménagement pour une superficie de 615 ha¹² sont en souffrance. Les réalisations cumulées à date sont de 5 363 ha (4893 ha en irrigué et 470 ha d'épandage de crue) sur un objectif de 5 650 ha fixé par la RMP, soit un taux de réalisation de 95%. Les superficies aménagées ont profité à 3 574 membres des AUE. Pour cela, la stratégie menée par le projet pour réaliser et diversifier des périmètres de qualité dans des zones enclavées est **satisfaisante**. Les travaux d'aménagements sont pratiquement terminés, et le projet devra se consacrer en 2015 au renforcement des AUE, à la valorisation des périmètres et le renforcement des services aux petits producteurs (approvisionnement, commercialisation, finances rurales). Le manuel de gestion et d'entretien (MGE), établi par le bureau privé SDMAD tel que recommandé par la mission de 2013, est finalisé et en cours d'application au niveau des formations dispensées en novembre 2014 par le bureau privé pour les AUE, les techniciens et les ONGT, sur les pratiques d'entretien et de gestion des ouvrages.
45. **Pistes et moyens intermédiaires de transport.** Pour 2014, un seul embarcadère sur les 4 prévus est réalisé. Les prévisions de réhabilitation de 5km de pistes de raccordement à un embarcadère n'ont pas pu être achevées, suite aux défaillances des entreprises contractées. Les marchés de travaux pour 2 embarcadères¹³ ainsi que l'aménagement de cette piste de raccordement¹⁴, ont été résiliés. Compte tenu des ressources disponibles, la réhabilitation de cette piste est reprogrammée pour la deuxième phase; la construction des embarcadères ayant été reprise en régie directe par le projet. Les réalisations cumulées portent sur: un point d'accostage maritime, un embarcadère, 2 ponts submersibles et 40 km de pistes sur une

¹⁰ Une mesure transitoire, en attendant qu'intervienne sa légalisation, consisterait à le convertir en contrat formel de location.

¹¹ Micro périmètres de 30 ha à Tambazo, 50 ha à Ankidina, et 40 ha à Tamangomena

¹² Commune de Trangahy (Antsalova), PI de Bejanga (390 ha) et Soatana (225 ha).

¹³ Embarcadère à Ambatomisay et à Berevo

¹⁴ Piste Tsaraotana-Ambatomisay

prévision de 71km de pistes. A la demande de la population du district d'Antsalova, et validé par le CROS, le projet a construit six (6) puits d'eau potable dans la CR de Bekopaka.

46. Dans le cadre de cette sous-composante, la mission recommande de *documenter et capitaliser les réussites¹⁵ du projet AD2M en aménagements hydro-agricoles*. En vue de la formulation de la seconde phase, il est proposé de: i) rehausser la «sélectivité» des entreprises durant les appels d'offres, à travers la révision des critères de qualification; et ii) revoir à la hausse les ratios d'aménagement.

Sous-composante 2.2. Mise en valeur productive et préservation des ressources naturelles

47. Cette s/composante vise à intensifier et à diversifier durablement les productions des petits producteurs à travers une approche de vulgarisation large et mobilisatrice, basée sur: (i) les Champs Ecoles Paysans (CEP); et (ii) la sensibilisation environnementale appliquée.
48. Les principaux objectifs de la sous-composante sont atteints à plus de 90%, et les résultats obtenus sont **satisfaisants**. Au niveau nutritionnel, selon l'enquête de l'ORN¹⁶, 68% des ménages ciblés ont changé leur habitude alimentaire en introduisant au moins un nouvel aliment dans leur repas.
49. **Sites agro-écologiques et Reboisement.** Le projet a réalisé 173 séances de sensibilisation environnementale au niveau scolaire, sur 42 prévues par la RMP. Ces sensibilisations ont développé le réflexe environnemental auprès de 2 584 écoliers, dont la moitié sont des jeunes filles, et qui ont planté 3 163 arbres avec un taux moyen de reprise se situant entre 65 et 80%. Pour l'arboriculture, depuis le début du projet, 255 419 jeunes plants sur un objectif de 270.000 de la RMP, ont été réalisés, soit un taux de 95%. Pour l'agriculture de conservation, la maîtrise par le projet de la technique d'agriculture de conservation¹⁷ est satisfaisante. 32 CEP ont été réalisés sur un objectif de 35, soit un taux de réalisation de 91% pour 2014. La superficie touchée a atteint 128 ha, soit 147% de l'objectif.
50. **Intensification et diversification agricoles.** Le projet a réalisé 863 CEP sur un objectif de 590, ayant concerné 18 007 paysans bénéficiaires sur une prévision de 14 750, soit un taux de 122%. La superficie de réplication a atteint 6 135 ha sur un objectif de 5 900 ha, soit un taux de 104%. Pour 2014, au niveau de l'agriculture, le taux de réalisation des CEP est de 91%.

	CEP 2014		
	Objectif	Réalisation	Taux de réalisation
Champs-écoles mis en place (Nb)	160	146	91%
Superficie de réplication (ha)	1263	1057	84%
Nombre de participants aux CEP	3200	3232	101%

51. Après quatre années de mise en œuvre du CEP simplifié, le taux d'adoption de techniques améliorés est **satisfaisant** : environ 40% pour le SRI, près de 70% pour le haricot, et presque 100% pour les oignons en intersaison. La mission a constaté que le CEP est un outil adapté pour: (i) promouvoir les semences améliorées; (ii) faciliter l'appropriation de l'utilisation de matériels agricoles; et (iii) optimiser l'utilisation de produits phyto sanitaires.
52. **Apiculture.** En 2014, le projet a réalisé 20 CEP apicoles, sur un objectif de 24, soit un taux de réalisation de 83%. La collaboration avec la fédération régionale FITAME pour développer la filière a entraîné un début de changement d'échelle dans la production de miel pour le District d'Antsalova.
53. **Visites d'échanges.** Pour renforcer la vulgarisation des techniques d'agriculture de conservation et de la riziculture améliorée, 5 séances de visites d'échanges intra-zone ont été réalisées au profit de 97 paysans participants dont 14 femmes. Trois (3) journées portes ouvertes ont été organisées, sur 10 prévues, soit un taux de réalisation de 33%.
54. Dans le cadre de l'amélioration de cette s/composante au cours de la phase 2 du projet, la mission recommande de: i) *faire une évaluation du volet reboisement et du taux d'adoption de la*

¹⁵ Deux axes de réussites : (1) les stratégies d'aménagement en zone enclavée (études allégées, inclusion, gouvernance et gestion des AHA, innovation), et – (2) les approches de faire-avec

¹⁶ Office Régionale de la Nutrition

¹⁷ Légumineuse de couverture en contre saison

technique agriculture de conservation; ii) poursuivre le remplissage des tableaux intermédiaires de résultats agricoles (surface intensifiée, taux d'adoption, rendement); et iii) de documenter, capitaliser et communiquer les expériences du projet sur le champ école paysan.

55. Les mesures et dates convenues sont données dans le tableau ci-après:

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
11.Documenter et capitaliser rapidement les clés de réussite d'AD2M en aménagement	RSE, Responsable infrastructure	Mars 2015
12.Inclure prioritairement les périmètres non achevés dans le volet consolidation de la prochaine phase.	Coordonnateur UGP	Janvier 2015
13.Accélérer les procédures de résiliation des marchés non achevés	Coordonnateur UGP et RPM	Fin déc. 2014
14.Terminer rapidement l'évaluation du taux de réussite de l'ensemble des reboisements.	RMVP, ONGT	Octobre 2015
15.Evaluer le taux d'adoption de la technique agriculture de conservation pour la contre saison 2014	RMVP, ONGT	Octobre 2015
16.Poursuivre le remplissage des tableaux intermédiaires de résultats agricoles (surface intensifiée, taux d'adoption, rendement)	RMVP, ONGT	Continu
17.Documenter, capitaliser et communiquer les expériences du projet sur le CEP.	RSE, ONGT	Juin 2015

Sous-composante 2.3. Approvisionnement, commercialisation et finances rurales

56. L'objectif de cette s/composante est d'améliorer l'accès des petits producteurs à des services d'approvisionnement des intrants, de soutien à la commercialisation et de crédits financiers de proximité adaptés.
57. Les résultats 2014 sont satisfaisants, et les taux de réalisation ont atteint 100% pour les constructions de caisses, 100% pour la production de semence améliorée, et 127% pour le captage de nouveau membre au sein du réseau CECAM appuyé par le projet.
58. **Approvisionnement.** Au total, 79 tonnes de semences ont été produites pour 2014, et 2 boutiques d'intrants haricot ont été construites. Les semences améliorées produites s'écoulent facilement sur le marché, et sont sollicitées par les producteurs des régions où le haricot se fait en saison, au risque d'en priver le bassin de production du projet pour la prochaine campagne (en contre saison). Par ailleurs, la mission constate que les PPS sont proactifs et se professionnalisent progressivement: (i) ils ont acquis, sans intermédiation du Projet, 2 tonnes de semences de base de haricot au titre de la campagne 2014; (ii) ils ont contacté directement le SOC régional pour la déclaration de culture et les demandes de contrôle pour la certification. Toutefois: (a) ils n'accèdent que très peu à des crédits de campagne aussi bien des IMF que des banques, (b) et ils sont réticents à supporter le déficit de trésorerie dû au mode de paiement différé (d'un an) pratiqué par les petits producteurs locaux, ce qui les incite à écouler leurs produits sur d'autres marchés.
59. **Commercialisation.** Pour 2014, 2 boutiques de stockage d'oignons ont été construites, soit 100% des objectifs. En cumulé, le projet n'a réalisé que 40% de ses objectifs, soit 4 magasins sur 10 prévus. 10 paysans leaders, producteurs d'oignon, dont 1 femme, ont été formés sur la gestion de la production et la prospection de marchés. La prospection extensive de marchés par le projet, et les tentatives de rapprochement des exportateurs avec les paysans producteurs sont en cours. Toutefois, il convient de noter que les paysans n'ont pas encore de difficulté à écouler leurs produits, et donc les intentions d'exportation n'ont pas pu se concrétiser faute d'accès aux produits négociés. En 2012, des contrats signés n'ont pas été respectés par certains paysans producteurs du fait de la volatilité des prix (cas du haricot).
60. **Finances rurales.** Pour la région du Melaky, suite à la signature du protocole d'accord entre AD2M-FORMAPROD-CECAM pour l'extension du réseau, 3 caisses-logements et 3 GCV sont en cours de construction, sur les 9 bâtiments prévus par le PTBA 2014. Pour la région du Menabe, deux caisses, logées dans des bâtiments provisoires, ont été ouvertes dans la zone de couverture de SOAHITA, pour un taux de réalisation de 100%. Ils ont rapidement atteint le nombre minimum réglementaire d'adhérents. Pour le réseau CECAM, le taux moyen de remboursement de 96% (à 90j) pour 2014 est très satisfaisant. L'objectif sur le nombre de membres est atteint à 107%. En cumulé, les principaux indicateurs ont été atteint et dépasse les 88% de réalisation.

CECAM	PTBA 2014		AD2M Réalisation cumulée	% /Objectif RMP
	Réalisation	% PTBA		
Nombre membres (nb)	641	107%	2 932	127%
<i>dont femme (nb)</i>	57	32%	951	104%
Membres actifs (nb)	133	44%	1 222	88%
Encours de l'épargne (Ar)	56 274 278	355%	56 274 278	355%
Encours total de crédit (Ar)	837 265 777	128%	837 265 777	128%

61. **Le crédit GCV.** Le crédit GCV a stocké 1 022 tonnes de produit, pour 514 millions Ariary de crédit en 2014. Le crédit GCV est en phase de croissance, et représente 45% des crédits CECAM. Les magasins construits n'arrivent plus à contenir les demandes, même dans des pôles non rizicoles comme Ambatolahy.
62. **Le Crédit Avec Education (CAE)**, en caution solidaire sans garantie matérielle, destiné aux femmes les plus vulnérables, a été initié dans les 2 caisses d'Ambatolahy et d'Ankilizato. Le taux de remboursement à échéance est actuellement de 100% avec 512 crédits octroyés pour un montant de 171 millions Ariary. L'efficacité de l'approche est reconnue par les autres partenaires, et son développement va se poursuivre dans le cadre d'une convention en cours de finalisation avec UNCDF (PNUD).
63. Dans le cadre d'un achèvement réussi du projet, la mission recommande de: i) documenter les réflexions sur les outils/expériences de mise à l'échelle du financement rural; *ii) poursuivre les formations aux paysans-leaders sur les aspects commercialisation et business; iii) prospecter avec certains PPS, le montage de mécanismes qui permettraient de fournir partiellement aux petits producteurs de semences de qualité et, (iv) de mettre en œuvre un plan graduel d'autofinancement des frais de contrôle par les PPS.*
64. En vue de la préparation de la formulation de la phase 2, la mission recommande de: i) prospecter les possibilités de première transformation (packaging, calibrage, nettoyage) pour les petits producteurs; ii) apprécier les dimensions socio-juridico-économiques (rencontres de réflexions entre les acteurs, échange avec les autres projets notamment PROSPERER), qui peuvent favoriser le respect des contrats/engagements commerciaux, et de tester des stratégies correspondantes.
65. Les mesures et dates convenues sont données dans le tableau ci-après:

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
18.Poursuivre les formations aux paysan-leaders sur l'aspect commercialisation et business	RMVP	30 juin 2015
19.Prospecter avec certains PPS, le montage de mécanismes qui permettraient de fournir partiellement aux petits producteurs, cibles de l'intensification et mise en valeur du projet, des semences de qualité	RMVP, ONGT	Mars 2015
20.Mettre en œuvre rapidement un plan graduel d'autofinancement des frais de contrôle par les PPS.	RMVP, ONGT	Mai 2015
21.Renforcer la mise en œuvre du crédit avec éducation afin d'accroître sensiblement le nombre de bénéficiaires jusqu'à l'achèvement du projet	ONGT, CECAM	Continu

D. État d'avancement de l'exécution du Projet

Coordination et Gestion

66. La Coordination des activités d'appui et des travaux de terrain reste efficace malgré une réduction du personnel-clé au niveau de l'UGP et des effectifs des agents des ONGT. Au regard de l'importance de la zone d'intervention et de son enclavement, durant la phase 2, le «faire-faire» sera privilégié et l'UGP sera renforcée en personnel. Dans le cadre de la pérennisation des acquis, les mesures préconisées dans le PATAS seront prévues dès le démarrage de la seconde phase. Aussi, pour un achèvement réussi du projet *et en vue de la préparation de la formulation de la phase 2, la mission recommande à l'UGP de s'appuyer sur des personnes ressources à recruter selon des TDR précis et les procédures requises.*
67. **Personnel.** Les départs du responsable Infrastructures et du Comptable en chef n'ont pas rendu aisée la gestion de cette période qualifiée de charnière pour le développement d'une phase 2. En vue des activités de clôture de la première phase et du démarrage du projet Beboka, la

mission recommande *de combler ces postes-clés et de procéder au recrutement d'un responsable de passation de marchés*. Le renforcement de l'UGP constitue une des conditions de mise en vigueur du prêt OFID pour le financement de ce projet, qui sera soumis au Conseil d'Administration de cette institution en décembre 2014. Le personnel des ONGT a été réduit de moitié depuis Janvier 2014, tel que prévu dans les avenants aux marchés. La mission recommande de *maintenir cet effectif jusqu'à la fin de la phase actuelle du Projet afin de ne pas perdre les efforts investis*.

68. **Réunions du CNP et du CROS.** Les CROS des deux régions et le CNP ont examiné le PTBA 2014 respectivement en décembre 2013 et Janvier 2014, pour sa validation. Les représentants de ces structures ont effectué des missions de suivi des réalisations du Projet en novembre 2014.
69. **Manuel de procédures.** Le manuel de procédures est en place, a été mis à jour en 2012 et est suivi par le personnel du projet tant en matière de gestion logistique qu'administrative.

Suivi & Évaluation

70. Le système de suivi-évaluation (SSE) du projet est opérationnel, bien rodé et adapté au contexte et à l'envergure du projet. Il intègre différents outils de collecte, de gestion et d'analyse d'informations qui ont été élaborés et progressivement améliorés tout au long de la mise en œuvre. Les rôles et fonctions des différentes entités (coordination du projet, cellules techniques, administratives et S&E, ONGT et partenaires de mise en œuvre) impliquées dans le SSE sont bien clairs et convenablement assurés. Les ONGT et leurs agents jouent un rôle important dans la collecte de données à travers des outils simples et harmonisés, facilitant la consolidation.
71. **Base de données.** La base de données de suivi-évaluation (BdD) du projet est fonctionnelle, les données y sont très détaillées, avec des enregistrements systématiques par bénéficiaire. La BdD contient une masse d'informations considérables couvrant les différents champs d'action du projet : foncier, infrastructures, CEP, microprojets, reboisement, alphabétisation. Les fonctions de requêtes simples et de sorties prédéfinies pour les tableaux de bord, recommandées lors de la mission de supervision précédente, ont été implémentées par la cellule S&E. Cependant, la conception et la structure de l'application ne sont pas assez souples pour permettre une intégration facile de nouvelles activités et/ou une restructuration de l'interface pour faciliter l'exploitation. L'outil de gestion de BdD constitue un acquis important du SSE, aussi, *il est recommandé de continuer à le maintenir, à le mettre à jour et, dans le cadre de la deuxième phase, de l'améliorer en privilégiant la souplesse et la modularité des différentes composantes à travers des options d'édition et de configuration plus avancées*.
72. **Analyse des résultats.** Le SSE du Projet lui permet d'assurer convenablement les fonctions de planification et de rapportage annuel. Le suivi et l'analyse des résultats font partie intégrante du système de gestion du projet. L'utilisation des systèmes d'informations géographiques et les représentations cartographiques sont particulièrement avancées, ce qui représente un atout considérable pour les analyses spatiales et l'appréciation des résultats. Néanmoins, au vu de la quantité et la qualité de données et d'informations disponibles, il reste encore une grande marge de progression en matière d'analyse et d'exploitation. Il est alors recommandé *de procéder à des analyses plus poussées pour fournir davantage d'éléments clés et pertinentes et utiles à cette phase charnière du projet*. À titre d'exemple, l'on peut citer la performance du ciblage et la répartition des bénéficiaires selon la typologie adoptée par le projet, l'analyse coûts-bénéfice des activités clés ou encore l'analyse des coûts unitaires qui seront particulièrement utiles, non seulement pour les questions d'efficience, mais aussi, et surtout, pour la programmation de la deuxième phase.
73. **Contrôle et vérification des données.** Actuellement, la vérification (cohérence et vraisemblance) et la validation des données se fait principalement au niveau des cellules techniques concernées et de la cellule S&E du projet. La qualité des données brutes étant un facteur déterminant à la base de tout SSE, *il est recommandé de procéder à des contrôles occasionnels (par sondage à partir des différentes fiches) sur les informations recueillies et saisies par les ONGT ou les autres prestataires, afin de vérifier la cohérence des méthodes et la fiabilité des données enregistrées*.
74. **SYGRI.** Les indicateurs SYGRI de 1^{er} niveau et 2^e niveau sont renseignés, analysés et reportés correctement et régulièrement. Conformément aux dernières dispositions du FIDA sur les

indicateurs SYGRI de second niveau, le projet a adopté un système de notation selon le barème recommandé en s'appuyant sur des indicateurs de soutien préétablis. Les indicateurs SYGRI de 3^e niveau ont été renseignés pour la période de référence, mais l'enquête SYGRI n'a pas été menée à mi-parcours et le SSE du projet manque d'éléments relatifs aux effets et impacts. Les enquêtes sur le revenu des ménages, mené pour l'ensemble du programme pays (2010, 2011, 2012), ont déjà été utilisés et pourront encore continuer à être exploitées afin de pallier en partie à ces lacunes.

75. **Études d'impact / Situation de référence.** Dans le cadre du processus d'achèvement, des études sur les effets et impacts du projet, y compris l'enquête SYGRI, sont bien prévues et figurent parmi les priorités du projet pour l'année 2015. Afin d'optimiser le temps et les ressources alloués, *la mission recommande de réaliser les enquêtes d'impacts en combinant avec cette activité la collecte de données pour l'établissement de la situation de référence de la deuxième phase, notamment pour les zones d'extension.*
76. **Évaluation approfondie.** Le projet a été sélectionné par le FIDA pour faire partie des 24 évaluations approfondies ex-post des projets, achevée ou en cours d'achèvement entre 2010 et 2015, qu'il appuie dans toutes ses régions d'intervention. Cette initiative servira principalement à mesurer les avancées par rapport à l'engagement du FIDA à sortir 80 millions de personnes de la pauvreté à l'horizon 2015. AD2M fera ainsi partie de l'échantillon représentatif de l'ensemble des projets du FIDA qui permettra d'extrapoler les résultats au portefeuille du FIDA tout entier. Dans ce cas aussi, la disponibilité et la qualité des informations et analyses issues du SSE seront cruciales pour le bon déroulement de cette évaluation approfondie.

Ciblage

77. Le ciblage s'est effectué au niveau de l'ensemble des activités du projet AD2M, incluant les investissements lourds tels les aménagements hydro-agricoles, et les ouvrages sur les axes d'évacuation de produits. Les 5 groupes cibles définis dans le document de conception¹⁸ ont été touchés par le Projet. AD2M a touché de manière directe les ruraux pauvres notamment à travers: (i) les micro-projets «coup de pouce aux vulnérables» avec 664 bénéficiaires en 2014 sur une prévision de 555, soit un taux de 120 %; la particularité de ce ciblage est qu'il est réalisé par la communauté elle-même avec des visites individuelles effectuées auprès des bénéficiaires des MP; (ii) le Crédit CAE qui permet aux plus pauvres, sans possibilité de présenter de garantie matérielle, de bénéficier de crédit accompagné par des formations spécifiques. Dans les deux cas, les témoignages recueillis par la mission sur le terrain montrent une amélioration du niveau de revenus des bénéficiaires.

Gestion des Savoirs

78. **Capitalisation.** Le projet a prévu des exercices de capitalisation spécifiques qui n'ont pas pu être menés pour l'année 2014. Au stade actuel, cet aspect revêt une importance particulière et devrait figurer parmi les priorités du projet au cours de son année d'achèvement.
79. Les changements sont visibles sur le terrain, le projet est riche en termes de bonnes pratiques, d'approches, d'outils et de résultats probants. Nombreux sont les sujets qui méritent d'être documentés, capitalisés et valorisés. Toutefois, compte tenu de la faisabilité matérielle (temps, moyens et autres ressources), *la mission recommande de prioriser les thèmes suivants pour les exercices de capitalisation à mener en 2015: (i) les champs-écoles paysans (méthodologie, principes, mise en œuvre, résultats et leçons tirées) ; (ii) l'émergence de pôles de production (concept, critères de choix, interventions, évolution et perspectives) ; (iii) l'introduction de la culture d'intersaison (innovation dans la zone d'intervention du projet) ; et (iv) l'application de l'approche «opération combinée» (fiscalité/recensement/certification) dans les guichets fonciers appuyés par le projet.* Une liste de thématiques identifiées, constituant autant de pistes de réflexion et d'investigation intéressantes dans le cadre de préparation de la deuxième phase, sera présentée en annexe du rapport de supervision.
80. La documentation et la capitalisation des expériences peuvent se faire de différentes manières, selon les sujets à traiter et le public cible. L'élaboration et/ou la mise à jour des outils tels que les

¹⁸ Il s'agit des ménages : (i) sans terres agricoles propres, ni zébu et sans autres actifs ; (ii) agricoles avec des parcelles sur tanety et/ou sur baibofo, sans terres irriguées ni zébus ; (iii) de pêcheurs pauvres (pêche lacustre) ; (iv) pastoraux principalement voués à l'élevage bovin ; (v) agro-pastoraux ayant des parcelles irriguées (<2ha), quelques têtes de zébus et du petit bétail.

manuels ou guides pratiques (exemples : manuels S&E, procédures de gestion administrative et financière, guide sur la conduite de travaux d'infrastructures en zone enclavée, etc.) est particulièrement pertinente pour traiter des aspects opérationnels, ils pourront directement servir dans la mise en œuvre de la deuxième phase.

81. **Communication.** En réponse aux recommandations de la supervision de novembre 2013, le projet a investi des efforts notables dans ce domaine: (i) production et diffusion de dépliants et plaquettes : présentation du projet, fiches techniques de vulgarisation (oignon, haricot, arachide, pratiques agro-écologiques); (ii) organisation de journées portes ouvertes (sensibilisation & vulgarisation) sur les bonnes pratiques nutritionnelles, la culture d'arachide et l'apiculture; (iii) reportages vidéo sur les réalisations du projet et des « success-stories » autour de la production d'oignon et de haricot ; (iv) sensibilisation foncière à travers un feuilleton radiophonique à 20 épisodes, diffusé sur la radio nationale et une station régionale (Radio Fréquence Menabe). La mission recommande : *de continuer sur cette lancée, d'intensifier et de centrer la communication sur les acquis (basé sur les faits et les changements significatifs) du projet, tout au long de l'année d'achèvement.*
82. Par ailleurs, le projet dispose d'une stratégie de communication élaborée en 2010, mais elle n'a pas été déclinée en plan opérationnel pour la mise en œuvre effective des activités. Ceci reflète l'importance de disposer non seulement d'une stratégie cohérente, mais surtout des outils adéquats pour mener les actions à terme, un point important à considérer dans la préparation et dès le début de la mise en œuvre de la deuxième phase du projet.
83. **Site internet.** Suite à un changement d'hébergeur internet, le site web du projet est temporairement hors service au moment de la mission. Les mises à jour apportées en termes de contenu et d'éléments mis en ligne restent très limités depuis le lancement du nouveau site en 2012. Il est recommandé de *réactiver le site dans les plus brefs délais et d'assurer l'activité du site à travers l'établissement, la mise en œuvre et le suivi d'un plan de mise à jour adapté: documents et autres rapports, études de cas, «success-stories», articles, actualités et événements, vidéos, photos...*
84. Les mesures et dates convenues pour la coordination, gestion et suivi évaluation sont données dans le tableau ci-après:

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
22. Comblir les postes-clés vacants et recruter un responsable de passation de marché.	CP	Fin Décembre 2014
23. Maintenir l'effectif actuel des agents des ONGT jusqu'à la fin de la phase actuelle du Projet.	CP	Immédiat
24. Continuer à alimenter et mettre à jour la base de données.	RSE	Continu
25. Effectuer les analyses S&E spécifiques en vue de l'achèvement et de la préparation de la deuxième phase.	RSE	Mars 2015
26. Réaliser les études d'impacts, intégrant les enquêtes SYGRI en vue de l'achèvement et combiner avec cette activité l'établissement de la situation de référence pour la phase 2.	RSE, UGP	Août 2015
27. Mener les exercices de capitalisation selon les thèmes identifiés et priorisés au cours de la mission.	UGP, RSE	Juin 2015
28. Intensifier la communication sur les résultats probants et les acquis du projet.	RSE	Continu
29. Activer et enrichir le site internet selon un plan de mise à jour bien établi.	RSE	Immédiat

E. Aspects fiduciaires

85. **Coût total du projet.** Le coût total du projet AD2M est de 27,13 millions USD dont 18,29 millions USD de prêts FIDA (Prêts initial et complémentaire), un don du FIDA de 0,37 million USD, un don de l'UE de 3,83 millions (PARECAM), le Gouvernement pour 3,14 millions USD et 0,53 million USD par les bénéficiaires. Une part de 0,99 million USD, sur les 4,67 millions USD de financement prévu par le MCA, a par ailleurs pu être mobilisée. Le reste a été compensé par le prêt complémentaire du FIDA.
86. **Décaissements par bailleurs.** Au 31 octobre 2014, les décaissements effectifs tous financements confondus s'élèvent à un taux de 91,2%. Par bailleurs, ils sont de : 100% sur le

prêt initial ; 65,9% sur le prêt complémentaire ; 81,3% sur le don du FIDA, 68% pour le Gouvernement, 65,1% pour les bénéficiaires, et 100% pour le financement UE (PARECAM).

87. **Décaissements par composante.** Par composante, les décaissements sont: de 67% pour la composante 1 ; de 82%, pour la composante 2 et de 106% pour la composante 3.
88. **Décaissements par catégories sur les prêts FIDA.** Par catégorie de dépenses, les décaissements sont: (i) de 70,4% pour la catégorie I "Infrastructures rurales"; (ii) de 77% pour la catégorie II "Investissements productifs agricoles"; (iii) de 88,4% pour la catégorie III "Investissement pour la sécurité foncière"; (iv) de 88,4% pour la catégorie IV "Formations"; (v) de 104,7% pour la catégorie V "Prestation de services et assistance technique"; (vi) de 80,8% pour la catégorie VI "Véhicules et équipements"; (vii) de 85,6% pour la catégorie VII "Salaires et indemnités"; et (viii) de 71,2% pour la catégorie VIII "Coûts de fonctionnement".
89. **Décaissements sur le don FIDA 849-MG.** Au 31 octobre, les décaissements qui se rapportent à la catégorie III "Investissement pour la sécurité foncière" et la catégorie V "Prestation de services et assistance technique" s'élèvent à 207'417 DTS, soit 81,3% du don. Le solde à cette période s'élève à 47'523 DTS.
90. **Fonds de contrepartie.** Au 31 octobre 2014, la contribution du Gouvernement s'élève à 2'128 millions USD, soit 68% des prévisions. Elle est constituée par la TVA, les droits et taxes à l'importation et les ressources propres internes.
91. **Contribution des bénéficiaires.** Les contributions des bénéficiaires ne sont pas toutes comptabilisées par le Projet. Elles se chiffrent à 382'000 USD et représentent 65,1% des prévisions.
92. **Compte spécial FIDA.** Au 31 octobre 2014, le tableau de reconstitution du compte spécial se présente comme suit: (*en dollars US*)

Rubriques	Montants	
Avance initiale	1,500,000.00	
récupération de la DRF N°110 au titre de l'avance initiale	-96,722.33	
Avance initiale après recouvrement	1,403,277.67	
Solde du Compte Spécial au 31/10/2014		298,514.98
Solde du compte du projet		237,056.70
DRF N°111 en traitement au FIDA		488,823.66
Dépenses en cours de transformation en DRF		378,882.32
Totaux	1,403,277.67	1,403,277.67

93. *Le compte spécial est à jour. Aucun écart n'est constaté.*
94. **DRF.** Au 31 octobre 2014, le Projet a émis au total 111 DRF dont 8 au titre du prêt additionnel 689A-MG.
95. **Recouvrement de l'avance initiale FIDA.** Selon les dispositions de l'accord de financement, le FIDA a commencé à effectuer le recouvrement du dépôt initial. Le montant initial est de 1'500'000 USD. Ainsi, une retenue de 20% a été effectuée sur la DRF N°110 pour un montant de 96'722,33 USD. Après ce premier recouvrement, le dépôt initial est ainsi ramené à 1'403'277,67 USD. La mission recommande au Projet de : i) *mettre en place un plan de recouvrement du dépôt initial* ; ii) *maintenir un taux de recouvrement de 20% sur les six prochains mois et iii) transmettre le plan de recouvrement au FIDA.*
96. **PTBA.** Au 31 octobre 2014, et en tenant compte des engagements en cours, le taux de décaissement sur les prévisions du PTBA 2014 est de 65%, dont : 77% pour la composante 1 ; 59% pour la composante 2 et 74% pour la composante 3.
97. L'exécution des PTBA de 2008 à 2013 par année est comme suit : (en milliers USD)

Année	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Montant prévu	4,459	4,538	7,162	6,629	5,408	5,019
Montant réalisé	1,230	2,935	4,853	4,577	3,336	3,824
en % (R/P)	28%	65%	68%	69%	62%	76%

98. Hormis l'année 2008, malgré la conjoncture de crise socio-politique qui a prévalu durant 2008-2013, les taux d'exécution se sont maintenus à plus de 60%. Il faut cependant noter comme

pour tous les projets, il y a une surestimation des prévisions dans les PTBA. Certaines activités connaissent des taux de réalisations faibles en raison de l'enclavement de la zone du projet et la faible performance de certaines entreprises locales.

99. **Respect des clauses de l'accord de financement.** Les dispositions de l'Accord de financement sont respectées, notamment en ce qui concerne la gestion des comptes du Projet et le respect des procédures de passation de marchés.
100. **Comptabilité.** La comptabilité du Projet est à jour. Le logiciel utilisé (TOMPRO), permet au projet de faire un suivi comptable et financier des activités. Un comptable a démissionné et devra figurer parmi les personnes-ressources à recruter par le projet, afin de préparer la clôture des comptes du prêt et du don dans les délais requis.
101. **Revue des Etats Certifiés des Dépenses (ECD).** La mission a passé en revue un échantillon des ECD et aucune anomalie n'a été constatée.
102. **Passation des marchés.** La Mission a passé en revue le registre des contrats. Celui-ci est conforme au modèle indiqué dans la « Lettre à l'emprunteur ». Une fiche de suivi par contrat est disponible. En 2014, le projet a passé 58 contrats pour un montant de 334'000 USD contre 113 contrats pour un montant total de 2'192'000 USD en 2013. Les engagements en cours comprennent près de 34 contrats et s'élèvent à plus de 985'000 USD. A un an de la date d'achèvement, une des principales tâches du Projet en matière de passation de marché consistera en un suivi rigoureux de l'exécution de ces engagements. En ce qui concerne les procédures d'achat sur bon de commande, l'audit des comptes de 2013 a soulevé des répétitions de fournisseurs dans les processus de comparaison de prix. Aussi, la mission recommande au projet de *tenir un registre de bon de commande conformément aux procédures requises en matière de consultations des fournisseurs*, notamment leur nombre, afin d'assurer une compétition qui permettra au Projet de maîtriser les coûts et d'améliorer son efficience.
103. **Suivi des recommandations de la supervision de novembre 2013.** Les recommandations formulées par la mission de novembre 2013 sur les aspects fiduciaires ont été mises en œuvre.
104. **Contrôle interne.** Au même titre que les autres projets sur financement FIDA, une cellule de contrôle interne est en place au niveau de la CAPFIDA. A ce stade, la mission note que la cellule est encore inopérante car elle ne dispose pas de TDR précis, ni d'un manuel de contrôle et de ce fait, l'intervention de cette cellule ne se fait pas au niveau des projets. Aussi, *la mission recommande au coordonnateur de la CAPFIDA en relation avec le bureau pays, de procéder au recrutement d'un expert en contrôle et audit internes, pour préparer une charte en ce sens et des TDR qui doivent être partagés avec l'ensemble des projets pour leur mise en application.*
105. **Audit des comptes.** Le rapport d'audit des comptes de 2013 a été élaboré et remis dans les délais. Les recommandations formulées (émission de bons de commande, procédures d'achat, passation de marché, gestion du carburant et utilisation des fiches et de carnets de bord des véhicules), ont été mises en œuvre. Compte tenu du volume important des bons de commande, *la mission recommande la tenue d'un registre qui doit être informatisé pour assurer un suivi régulier.*
106. Les mesures et dates convenues pour les aspects fiduciaires sont données dans le tableau ci-après:

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
30. Respecter les engagements du Gouvernement sur les fonds de contrepartie (TVA)	Gouvernement, RAF, CT	Immédiate
31. Appliquer un taux de retenue de 20% des DRF envoyées.	RAF, CT	Immédiate et continue
32. Suivre rigoureusement les engagements en cours contrats	RAF, CP	Continu
33. Mettre en place un plan de recouvrement du dépôt initial	RAF, CP	15 Décembre 2014
34. Tenir un registre de bon de commande et faire un suivi du respect des procédures de consultation des fournisseurs	CP, RAF	Immédiate
35. Mettre en œuvre les recommandations de l'audit externe	CP, RAF	Continu

F. Durabilité

107. Les capacités de gestion des associations et organisations professionnelles mises en place sont un facteur essentiel pour la durabilité des investissements réalisés par le projet. Celui-ci a procédé à une évaluation de ces institutions, identifié celles qui nécessitent encore du renforcement de capacités et établi un plan dans ce sens. Il doit redoubler d'efforts pour mettre en œuvre ce plan et résorber rapidement les insuffisances relevées dans le but de renforcer l'autonomie et l'opérationnalité de ces organisations afin d'en faire des institutions autonomes, efficaces et efficientes.
108. L'alphabétisation fonctionnelle et les actions engagées par le projet pour en préserver les acquis dans le cadre d'une stratégie post-alphabétisation, les progrès enregistrés en matière de certification foncière et de formalisation des contrats de location, ainsi que le renforcement des actifs productifs des personnes les plus vulnérables grâce aux micro-projets, sont autant de mesures qui permettent d'améliorer les savoirs des bénéficiaires, d'atténuer leur vulnérabilité, et partant, de consolider la pérennité des investissements matériels et immatériels réalisés par le Projet.
109. Toutefois, la durabilité des guichets fonciers reste encore incertaine. La réflexion en cours au niveau national sur la consolidation de la politique foncière devra déboucher sur des mesures visant à assurer plus de moyens afin de garantir leur autonomie.

G. Autres aspects

110. **Genre.** La participation des femmes dans toutes les activités de formation, de production, structuration varie de 10% à 53% : le taux est maximum concerne les bénéficiaires de MP « coup de pouce » aux plus vulnérables avec 1.119 femmes sur les 2.130 bénéficiaires, et le plus bas taux est celui des femmes bénéficiaires de certificats fonciers (534 sur 5.562 bénéficiaires) et des Associations des éleveurs (75 sur 1'845). Toutefois pour l'année 2014, au niveau du foncier, le taux de certification par les femmes a remarquablement augmenté. Le nombre de femmes participants dans les CEP (toutes spéculations confondues) est de 6 226, et représente un taux de 34%. La répartition des tâches au niveau des foyers semble avoir évolué avec le développement des cultures intersaison où les femmes sont majoritairement actives. Au niveau des responsabilités au sein des structures, elles sont impliquées surtout dans la production mais encore très peu dans les AUE, GDS, AUC et AUP. Des mesures pour encourager l'inclusion du genre dans toutes les activités du projet devront être proposées au cours de la formulation de la seconde phase.
111. **Nutrition.** Au total 413 ménages ont bénéficié d'encadrement en « kitchen garden » (technique de production potagère pour la consommation quotidienne). Ils ont été dotés de semences de plusieurs variétés (8 en moyenne) pour mieux diversifier leur alimentation. Une étude menée par l'ORN¹⁹ sur les tendances de changement de comportement des bénéficiaires des sensibilisations nutritionnelles montre que 64% des enquêtés ont déclaré avoir reproduit avec succès au moins 2 menus testés en démonstration.
112. **Projet Beboka.** C'est un Projet d'aménagement et de mise en valeur d'un nouveau périmètre rizicole de 1'600 ha dans le district d'Antsalova, soumis au financement de l'OFID. Les études et préparations du document de projet ont été réalisées sur le prêt FIDA sous l'égide de l'UGP. Sa mise en œuvre, prévue à partir de 2015 pour une durée de 6 ans, sera confiée à l'équipe d'AD2M. C'est un projet qui s'inscrit dans le cadre d'un cofinancement avec le FIDA des activités d'un pôle dans la Région Melaky au cours de la deuxième phase du projet.
113. **Lutte antiacridienne.** Depuis le début d'une invasion acridienne en 2010, le Projet AD2M a appuyé le Centre National Antiacridien (CNA) par l'achat à 2 reprises (en 2010 et 2012) de 22'000 litres de pesticides. Actuellement, l'appui à la lutte terrestre, à travers la Cellule d'Appui à la Lutte Antiacridienne Terrestre (CALAT), est relayé par le fonds des projets FORMAPROD et PROSPERER, et coordonné sur le terrain par l'UGP/AD2M.

¹⁹ Office régional de la nutrition

114. **PTBA 2015.** Une première version du PTBA a été préparée par le projet en vue de sa présentation aux CROS et CNP avant approbation par le FIDA. La mission rappelle que la version finalisée du PTBA avec le PV du Comité de pilotage devra parvenir au FIDA au plus tard le 15 décembre 2014.

115. **Rapport d'achèvement du projet.** La date d'achèvement du projet est fixée au 31 décembre 2015. En vue de la préparation du rapport d'achèvement, l'UGP doit engager une étude d'impact des activités menées et élaborer des notes de capitalisation sur les expériences réussies. Elle devra également organiser avant fin décembre 2015, un atelier pour le partage et la validation du rapport d'achèvement avec l'ensemble des parties prenantes.

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
36. Finaliser les étapes de préparation du PTBA 2015 et le transmettre au FIDA pour approbation	UGP	Fin Décembre 2015
37. Elaborer les notes de capitalisation sur les expériences réussies d'AD2M	RSE, ONGT	Octobre 2014
38. Réaliser le rapport d'achèvement du projet et organiser l'atelier des parties prenantes	CP, RSE	Fin Décembre 2015

H. Conclusion

116. Globalement, les performances du projet AD2M sont jugées satisfaisantes. La mission a noté qu'il a réalisé des avancées notables dans l'aménagement de périmètres irrigués (riziculture notamment), l'introduction de nouvelles cultures (haricot ou l'oignon d'intersaison), l'appui aux organisations professionnelles, le renforcement des capacités des différents intervenants, la création de microprojets au profit des plus vulnérables et la sécurisation foncière. Toutes ces réalisations sont visibles sur le terrain à la satisfaction des parties prenantes. Il a été également démontré que les résultats sur le terrain offrent un potentiel très fort de réplique et d'extension dans de nouveaux districts au cours de la phase 2 du projet.

117. La dynamique générée par AD2M s'inscrit bien dans le cadre du processus initié par le Programme pays pour l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et la sécurisation des petits producteurs à travers notamment le volet foncier et le renforcement de leurs capacités.

118. En raison des résultats obtenus sur le terrain et, afin d'étendre et de rendre durables les actions du projet, un financement du FIDA pour une phase 2 du projet AD2M d'un montant de 34 millions USD a été retenu dans le cadre du COSOP 2015-2019.

119. Le FIDA et le MinAgri-DR sont d'accord sur les mesures convenues, et demandent à l'UGP de les mettre en œuvre dans les délais requis, notamment pour les mesures prioritaires suivantes:

- Finaliser le PTBA 2015 en vue de son examen par le comité de pilotage et de son approbation par le FIDA ;
- Réaliser l'étude d'impact du projet;
- Finaliser le rapport d'achèvement du projet et organiser l'atelier des parties prenantes;
- Elaborer les notes de capitalisation sur les expériences réussies par AD2M en vue de la formulation de la phase 2 du projet;
- Assurer un achèvement réussi du projet à fin décembre 2015, par un suivi régulier des marchés en cours en vue de leurs clôtures dans les délais requis.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du Projet AD2M et notes attribuées

Basic Facts

Country	Madagascar			Project ID	1318	Loan/DSF Grant No.	689
Project	Project to Support Development in the Menabe and Melaky Regions					Top-up Loan/DSF Grant	689
Date of Update	24-Nov-2014						
Supervising Inst.	IFAD/IFAD						
No. of Supervisions	7	No. of Implementation Support/Follow-up missions	13				
Last Supervision	24-Nov-2014	Last Implementation Support/Follow-up mission	24-Jun-2014				

				USD million Disb. rate %		
Approval	20-Apr-2006			Total financing	27.13	91
Agreement	19-May-2006	Effectiveness lag	6.9	IFAD Total	18.65	
Entry into force	13-Nov-2006	PAR value	-----	IFAD loan	18.29	94
First disbursement	12-Dec-2006			DSF grant		
MTR	26-Sep-2012	Last amendment	14-Dec-2012	IFAD grant	0.36	93
Original completion	31-Dec-2014	Last audit	24-Jun-2013	Domestic Total	3.66	
Current completion	31-Dec-2015			Beneficiaries	0.53	65
Original closing	30-Jun-2015			Government (National)	3.14	68
Current closing	30-Jun-2016			External Cofinancing Total	4.81	
No. of extensions	1			European Union	3.82	100
				**MCA	0.99	100

Project Performance Ratings

B.1 Fiduciary Aspects	Last	Current	B.2 Project implementation progress	Last	Current
1. Quality of financial management	5	5	1. Quality of project management	5	5
2. Acceptable disbursement rate	3	5	2. Performance of M&E	5	5
3. Counterpart funds	4	4	3. Coherence between AWPB & implementation	4	5
4. Compliance with financing covenants	5	5	4. Gender focus	4	4
5. Compliance with procurement	5	5	5. Poverty focus	5	5
6. Quality and timeliness of audits	5	5	6. Effectiveness of targeting approach	5	5
			7. Innovation and learning	5	5
			8. Climate and environment focus	4	4

B.3 Outputs and outcomes	Last	Current	B.4 Sustainability	Last	Current
1. Component 1 - Support to Local Gov & Land Tenure	4	5	1. Institution building (organizations, etc.)	4	4
2. Component 2 - Sustai. Devpt. of Agri production	5	5	2. Empowerment	5	5
			3. Quality of beneficiary participation	5	5
			4. Responsiveness of service providers	5	5

5. Exit strategy (readiness and quality)	4	4
6. Potential for scaling up and replication	5	5

B.5 Justification of ratings

B.1.1 La gestion financière du Projet est appréciable. B.1.2 Le taux de décaissement est satisfaisant (94% sur le Prêt FIDA et 93% sur le Don FIDA). B.1.3 Le financement de contrepartie a toujours été honoré par rapport aux prévisions du PTBA. B.1.4 Les dispositions de l'Accord de Financement sont respectées. B.1.6 L'audit 2013 a émis une opinion favorable et le rapport a été soumis dans les délais. B.2.1 La coordination des activités de terrain par l'UGP est satisfaisante, le management du personnel et la gestion de la logistique sont appréciables. B.2.2 Le système de S&E en place est bien opérationnel et permet d'assurer convenablement les fonctions de rapportage, planification et appui à la gestion du projet. B.2.3 La mise en œuvre est cohérente avec les ressources disponibles. B.2.4 La participation des femmes continue d'augmenter mais reste encore insuffisante au regard du nombre de bénéficiaires touchés par le Projet. B.2.5 Les résultats de toutes les composantes contribuent de manière nette à la réduction de la pauvreté et les petits producteurs ruraux en sont les bénéficiaires. B.2.6 Les groupes pauvres sont réellement ciblés par le Projet, et les plus vulnérables bénéficient notamment des appuis à travers les micro-projets « coup de pouce » et le crédit CAE. B.2.7 Les innovations introduites par les champs écoles paysans, la culture intersaison et le crédit pour femmes très vulnérables ont été internalisées et utilisées par les bénéficiaires et les acteurs. B.2.8 La sensibilisation environnementale et les activités de promotion de pratiques agro-écologiques ont été réalisées de manière satisfaisante, mais le nombre de bénéficiaire doit augmenter.

Overall Assessment and Risk Profile

	Last	Current
C.1 Physical/financial assets	5	5
C.2 Food security	5	5
C.3 Quality of natural asset improvement and climate resilience	5	5
C.4 Overall implementation progress (Sections B1 and B2)	5	5

Rationale for implementation progress rating

- Grace aux aménagements hydro-agricoles, à l'adoption et l'application de techniques culturales améliorées avec les CEP, les rendements des principales spéculations (riz, oignon, haricot), ont plus que doublé et contribuent à la sécurité alimentaire des ménages ruraux. Avec la production potagère (Kitchen garden) et la sensibilisation sur l'amélioration nutritionnelle, une évolution positive des habitudes alimentaires est constatée. L'arboriculture fruitière, l'agriculture de conservation, la sensibilisation environnementale pour plus de 2000 écoliers, se poursuivent avec des résultats satisfaisants. La mise en œuvre du Projet sur le plan technique et de la gestion financière continue d'être satisfaisante.

C.5 Likelihood of achieving the development objectives (section B3 and B4)	5	5
--	---	---

Rationale for development objectives rating

- Les résultats des composantes techniques C1 et C2 sont satisfaisants. Les aménagements sont suivis d'efforts concluants sur le plan de l'intensification agricole. Les activités de sécurisation foncière progressent et le succès en alphabétisation fonctionnelle se poursuit. Les mécanismes de financements des activités rurales (IMF et coup de pouce) sont fonctionnels. Toutes ces actions concourent à atteindre les objectifs du Projet AD2M pour contribuer à la réduction de la pauvreté des ruraux dans la zone d'intervention,

C.6 Risks Short description of major risks for each section and their impact on achievement of development objectives and sustainability

Fiduciary aspects	A l'approche de l'achèvement, les risques à prendre en compte sont le suivi et la gestion des contrats en cours. Par ailleurs, la résiliation des contrats avec les prestataires défaillants est primordiale.
Project implementation progress	Les activités restantes à réaliser pendant la dernière année doivent être priorisées en tenant compte des fonds disponibles. Le projet doit suivre de façon minutieuse les délais de construction des bâtiments (stockage, caisse IMF) en cours afin de les opérationnaliser avant la date d'achèvement.
Outputs and outcomes	Compte tenu de la problématique foncière, les objectifs initiaux pour la certification foncière ont été surestimés au départ et ne pourront pas être atteints à 100%. Par ailleurs, le déficit en eau dans certaines zones peut avoir des effets négatifs sur les rendements de la production.
Sustainability	Le projet doit mettre en œuvre les plans de formation et d'accompagnement des AUE, et établir un plan graduel d'autofinancement des contrôles par les PPS.

Proposed Follow-up

Issue / Problem	Recommended Action	Timing	Status
Durabilité	La consolidation des acquis (valorisation agricole, infrastructure, sécurisation foncière, structuration des OP) devront être prévue durant la 2 ^{ème} phase du Projet. L'anticipation des mesures de pérennisation préconisée dans le PATAS, en ce qui concerne l'implication des agents de services techniques des Ministères concernés par les activités du projet est	Immédiat	En cours

	recommandée.		
Capitalisation	Il faut réaliser les exercices de capitalisation identifiés et priorisés au cours de la dernière année d'achèvement du projet. La documentation des méthodologies d'intervention, les résultats et effets obtenus permettront leur évaluation. De plus, les leçons tirées serviront pour la formulation de la phase 2 du projet et de sa mise en oeuvre.	Immédiat	En cours

Additional observations

B.3.1 Les taux de réalisation des activités de la composante sont élevés avec une nette augmentation des du nombre de bénéficiaires en matière de certification foncière (malgré des difficultés extrinsèques) et de création de microprojets. B.3.2. L'ensemble des résultats est très satisfaisante, et les bénéficiaires se sont largement appropriés les techniques promues par le projet. B.4.1 Les réalisations en matière de renforcement des capacités des organisations professionnelles de base (OP) n'ont pas été améliorées. B.4.2 Le degré d'autonomisation des OP a connu une amélioration. B.4.3 Le projet se distingue par son approche participative largement mise en œuvre. B.4.4. Le renforcement des capacités des partenaires d'exécution est pertinent et efficace B.4.5 Les capacités des acteurs relais en vue du désengagement du Projet sont en train de se renforcer.

Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Synthèse	Indicateurs clés de performance			Moyens de vérification	Conditions de réalisation
	Intitulés	Valeurs ²⁰ Cibles	Réali- sations		
Objectif général					
Améliorer l'accès des ruraux pauvres à la gestion des ressources en terre et en eau permettant la sécurisation durable de leurs revenus et l'amélioration de leur base productive.	▪ Nombre de ménages bénéficiaires touchés directement par le projet, parmi les 40.000 ménages de sa zone d'intervention	16 000	20 700	▪ Situation de référence ▪ Études socio-économiques ▪ Enquêtes anthropométriques ▪ Enquêtes périodiques de revenus ▪ Bulletin ROR ▪ Rapports d'activités ▪ Statistique agricole ▪ Rapport PNF ▪ Rapport d'évaluation de la réforme foncière	▪ Stabilité sociopolitique dans le pays, ▪ Stabilité économique.
	▪ Revenu annuel moyen des ménages, parti de 1 308 000 Ariary en début du projet	ND	2 563 000 Ar		
	▪ Pourcentage ²¹ des ménages dont le revenu annuel a augmenté d'au moins 20%	ND	ND		
	▪ Pourcentage des ménages dont au moins deux sources de revenus sont supérieures à 25% du total des revenus	ND	ND		
	▪ Pourcentage de ménages dont l'accumulation de biens (habitat de meilleure qualité, équipements ménagers, moyens de transport, et moyens de production) a évolué positivement.	70%	65%		
	▪ Production agricole additionnelle	82 360 t	60 000 t		
	▪ Pourcentage des ménages ayant un droit sécurisé de sols	10% ²²	14%		
	▪ Nombre de ménages bénéficiant d'extension de parcelles cultivées dont	8 000	10 840		
	irriguées	6 000	2 050		

²⁰ Celles de la RMP et à défaut, complétées par celles du RPE

²¹ Tous les pourcentages de ménages se réfèrent par rapport à l'objectif de 16.000 ménages bénéficiaires directs du Projet.

²² Objectif PNF

Synthèse	Indicateurs clés de performance			Moyens de vérification	Conditions de réalisation
	Intitulés	Valeurs ²⁰ Cibles	Réali- sations		
Objectif spécifique 1 : Appuyer la politique ²³ et les processus institutionnels et réglementaires de sécurisation foncière et de droits de sol au niveau national et dans les zones d'application territoriales du projet.	<ul style="list-style-type: none"> Loi et textes sur le foncier promulgués Système d'information sur les GF en place Nombre de certificats fonciers délivrés Superficie sécurisée Coût moyen²⁴ d'un certificat Délai moyen de délivrance d'un certificat 	ND ND 17 450 ND ND ND	4 1 8 160 5 180 ha 10 000 Ar 4 mois	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'évaluation de la réforme foncière Rapport d'activités PNF 	
Résultats (Extrants ou livrables) :					
1.1 Exploitants agricoles et non agricoles structurés	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de groupements/OP constitués dont AUE Membres de groupements/OP formés Nombre d'OP faîtières renforcées 	460 45 2 150 2	89 33 992 4	Rapport d'activités	
1.2 Capacité de planification des communes et régions renforcées	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de PCD élaborés Nombre de PCD mis à jour tous les 3 ans Nombre CIN délivrées PRD mis à jour 	19 19 ND 2	19 19 9 750 1	Rapport d'activités	
1.3 Petits producteurs alphabétisés	<ul style="list-style-type: none"> Petits producteurs néoalphabétisés 	12 250	10 040	Rapport d'activités	
1.4 Petits producteurs alphabétisés	<ul style="list-style-type: none"> MP coup de pouce réalisé Ménages vulnérables bénéficiaires 	360 2 700	394 2 130	Rapport d'activités	
1.5 Administration foncière de proximité (GF/CRIF) fonctionnelle et opérationnelle	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de guichets foncier en place Nombre de communes couvertes de PLOF Nombre de CRL mis en place Nombre AGF recrutés et formés 	14 14 ND ND	13 14 139 26	Rapport PNF	<ul style="list-style-type: none"> PLOF disponible, Mobilisation cofinancement MCA.
1.6 Appui au PNF et OF réalisé	<ul style="list-style-type: none"> Observatoire du Foncier mis en place Études de capitalisation réalisées 	ND ND	1 ND	Rapport PNF et OF	

²³ L'objectif global de la réforme foncière pour la réalisation duquel le projet contribue est de répondre à la demande massive en sécurisation foncière, dans de brefs délais et à des coûts ajustés au contexte économique, par la formalisation des droits fonciers non écrits et par la sauvegarde et la régularisation des droits fonciers écrits.

²⁴ Coût payé par les bénéficiaires

Objectif spécifique 2: Appuyer la valorisation durable des systèmes d'exploitation agricole et la protection des ressources naturelles.	▪ Rendement moyen atteint sur les principales cultures			Rapport de sondage rendement	▪ Absence de cataclysme naturel, ▪ Sécurité rurale (vol de bétails).
	– Riz	3,8 t/ha	5 t/ha		
	– Haricot, arachide, lentille	1,1 t/ha	1,6 t/ha		
	– Oignon	15 t/ha	30 t/ha		
	▪ Taux d'adoption des techniques améliorées vulgarisées (par rapport aux superficies)	60 %	50 %	▪ Enquêtes. ▪ Rapports d'activités ▪ Rapport CECAM	
	▪ Superficies supplémentaires cultivées ²⁵ durant la durée du projet dont	10 100	10 380		
	Irriguées	7 000	8 880		
	Améliorées par des mesures de restauration du sol	135 ha	173 ha ²⁶		
	▪ Nombre de nouvelles filières développées	1	1		
	▪ Réduction du taux de mortalité bovine	ND	ND		
	▪ Réduction du taux de mortalité aviaire ²⁷	ND	ND		
	▪ Nombre de membres actifs / clients des IMF	1 800	2 932		
	▪ Encours de crédit (millier de MGA)	653 400	837 265		
	▪ Encours d'épargnes (millier de MGA)	15 840	56 274		
	▪ Taux de recouvrement des crédits à 90 jours	95	96		
▪ Nombre de matériels agricoles produits localement	ND	ND			
▪ Tonnage de semences produites localement	ND	339			
Résultats (Extrants ou livrables):					
2.1 Périmètres hydroagricoles aménagés et fonctionnels	▪ Superficie de périmètres hydro agricoles dont	5 650	5 588	Rapport d'activités	Mobilisation prêt additionnel.
	Nouvel aménagement de PI	3 300	2 843		
	Réhabilitation de PI	2 350	2 275		
	Épandage des crues	ND	470		
2.2 Pistes rurales et autres voies de transport aménagées et en service	▪ Longueur de pistes rurales aménagées	71	40	Rapport d'activités	
	▪ Nombre d'ouvrages de franchissement, hors pistes aménagés, réalisés	30	5		
	▪ Embarcadères et points d'accostage maritime construits	5	4		

²⁵ Mesurées en termes d'intensité culturale

²⁶ Agriculture de conservation

²⁷ Déclaratif.

	▪ Canots métalliques mis à disposition	ND	2		
2.3 Productions intensifiées et diversifiées	▪ Sites de démonstration agro-écologiques aménagés et mis en production	19	21	Rapport d'activités	Mobilisation prêt additionnel.
	▪ Jeunes plants reboisés dont	270 000	255 400		
	Plants fruitiers	216 000	140 130		
	Plants à usages multiples	54 000	115 270		
	▪ Nombre de CEP réalisés	590	863		
	▪ Nombre de Paysans apprenants à travers CEP	14 750	18 000		
	▪ Nombre de spéculations touchées	ND	4		
	▪ Nombre de couloirs de vaccination mis en place	41	40		
	▪ Nombre de têtes aviaires déparasitées et vaccinées	276 300	170 840		
	▪ Nombre de bovins traités/vaccinés	20 000	127 350		
	▪ Nombre d'innovations testées et validées en R-D	4	4		
2.4 Services privés d'approvisionnement en facteurs de production accessibles aux producteurs	▪ Nombre de points de vente d'intrants, matériels agricoles et produits phytosanitaires et vétérinaires fonctionnels.	19	11	▪ Rapport d'activités ▪ Rapport VMS	Mobilisation des opérateurs privés.
	▪ Nombre central d'achat mis en place	4	0		
	▪ Nombre d'ateliers de maintenance et de fabrication de petits matériels/outillages agricoles mis en place	6	7		
	▪ Nombre de paysans semenciers installés et formés	6	14		
2.5 Commercialisation et transformation promues	▪ Capacités de stockage et de groupage de lot installées	200 t	60 t	Rapport d'activités	
	▪ Unité de transformation installée	4	0		
	▪ Nombre de contrats commerciaux conclus	4	4 ²⁸		
2.6 Services financiers de proximité opérationnels	▪ Nombre de guichets IMF ouverts	5	7	Rapport d'activités	Adhésion des IMF.
	▪ Capacité de stockage GCV mis en place	200 t	275 t		

²⁸ Conclut mais non exécutés faute d'accès aux produits négociés suite à la concurrence

Ressources (intrants):					
▪ Dispositif opérationnel	▪ Résumé du budget			▪ Accords de financement	
Équipe UGP	Prêt contracté auprès du FIDA (Million USD) :	18,2 ²⁹	17,12	▪ RPE	
Équipes ONGT	Cofinancement MCA (Million USD) :	4,67	0,99		
Matériels roulants, équipement informatique et de bureau	Cofinancement ACORDS (Million USD) :	1,62	0		
	Financement PARECAM (Million Euro) :	2,8	2,55		
	Fonds de contrepartie du Gouvernement (Million USD) :	5,1	2,13		

²⁹ 13,1 millions USD de prêt initial et 5,1 millions USD de prêt additionnel, prévu pour combler le gap de financement

Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Composante 1: Appui à la gouvernance locale et à la sécurisation foncière

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
1. Mettre en œuvre, sur la base des résultats du diagnostic des OP, le plan de renforcement des capacités élaboré pour les OP.	RAOP, ONGT	Continu
2. Engager la mise à jour des 19 PCD programmés et finaliser la mise à jour du PRD du Melaky.	RAOP, ONGT	Après les élections
3. Engager le processus d'évaluation des résultats et des effets obtenus pour les différents types de MP.	RAOP, RSE	Fin juillet 2015
4. Poursuivre le processus de préservation des acquis de l'alphabétisation	RAOP, ONGT	Continu
5. Engager l'évaluation des résultats des activités d'alphabétisation.	RAOP, ONGT	Fin janvier 2015
6. Poursuivre les appuis aux GF en matière de certification foncière.	RAOP, ONGT	Continu
7. Poursuivre les efforts de sensibilisation des populations concernées.	ONGT	Continu
8. Etendre immédiatement l'opération combinée dans tous les GF appuyés par AD2M.	ONGT	Décembre 2014
9. Engager le processus de médiation foncière pour l'accès au foncier des paysans sans terre dans les périmètres qui seront aménagés d'ici la fin du projet.	RAOP, ONGT	Mai 2015
10. Se rapprocher des instances de la CCRF pour une participation active aux réflexions en cours en matière de consolidation et de réforme foncière.	CP	Décembre 2014

Composante 2: Appui à la mise en valeur durable de la base productive

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
11. Documenter et capitaliser rapidement les clés de réussite d'AD2M en aménagement	RSE, Resp. infrastructure	Mars 2015
12. Inclure prioritairement les périmètres non achevés dans le volet consolidation de la prochaine phase.	Coordonnateur UGP	Janvier 2015
13. Accélérer les procédures de résiliation des marchés non achevés	Coordonnateur UGP et RPM	Fin déc. 2014
14. Terminer rapidement l'évaluation du taux de réussite de l'ensemble des reboisements.	RMVP, ONGT	Octobre 2015
15. Evaluer le taux d'adoption de la technique agriculture de conservation pour la contre saison 2014	RMVP, ONGT	Octobre 2015
16. Poursuivre le remplissage des tableaux intermédiaires de résultats agricoles (surface intensifiée, taux d'adoption, rendement)	RMVP, ONGT	Continu
17. Documenter, capitaliser et communiquer les expériences du projet sur le CEP.	RSE, ONGT	Juin 2015
18. Poursuivre les formations aux paysan-leaders sur l'aspect commercialisation et business	RMVP	30 juin 2015
19. Prospecter avec certains PPS, le montage de mécanismes qui permettraient de fournir partiellement aux petits producteurs, cibles de l'intensification et mise en valeur du projet, des semences de qualité	RMVP, ONGT	Mars 2015
20. Mettre en œuvre rapidement un plan graduel d'autofinancement des frais de contrôle par les PPS.	RMVP, ONGT	Mai 2015
21. Renforcer la mise en œuvre du crédit avec éducation afin d'accroître sensiblement le nombre de bénéficiaires jusqu'à l'achèvement du projet	ONGT, CECAM	Continu

Avancement de l'exécution du Projet

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
22. Comblir les postes-clés vacants et recruter un responsable de passation de marché.	CP	Fin Décembre 2014
23. Maintenir l'effectif actuel des agents des ONGT jusqu'à la fin de la phase actuelle du Projet.	CP	Immédiat
24. Continuer à alimenter et mettre à jour la base de données.	RSE	Continu
25. Effectuer les analyses S&E spécifiques en vue de l'achèvement et de la préparation de la deuxième phase.	RSE	Mars 2015
26. Réaliser les études d'impacts, intégrant les enquêtes SYGRI en vue de l'achèvement et combiner avec cette activité l'établissement de la situation de référence pour la phase 2.	RSE, UGP	Août 2015
27. Mener les exercices de capitalisation selon les thèmes identifiés et priorisés au cours de la mission.	UGP, RSE	Juin 2015
28. Intensifier la communication sur les résultats probants et les acquis du projet.	RSE	Continu
29. Activer et enrichir le site internet selon un plan de mise à jour bien établi.	RSE	Immédiat

Aspects fiduciaires

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
30. Respecter les engagements du Gouvernement sur les fonds de contrepartie (TVA)	Gouvernement, RAF, CT	Immédiate
31. Appliquer un taux de retenue de 20% des DRF envoyées.	RAF, CT	Immédiate et continue
32. Suivre rigoureusement les engagements en cours contrats	RAF, CP	Continu
33. Mettre en place un plan de recouvrement du dépôt initial	RAF, CP	15 Décembre 2014
34. Tenir un registre de bon de commande et faire un suivi du respect des procédures de consultation des fournisseurs	CP, RAF	Immédiate
35. Mettre en œuvre les recommandations de l'audit externe	CP, RAF,	Continu

Autres aspects

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
36. Finaliser les étapes de préparation du PTBA 2015 et le transmettre au FIDA pour approbation	UGP	Fin Décembre 2015
37. Elaborer les notes de capitalisation sur les expériences réussies d'AD2M	RSE, ONGT	Octobre 2014
38. Réaliser le rapport d'achèvement du projet et organiser l'atelier des parties prenantes	CP, RSE	Fin Décembre 2015

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

Période: Du 01 janvier au 31 octobre 2014

		Période : 01-01-2014 à 31-10-2014				Objectif fixé au moment de la préévaluation		
Composante/ Sous-composante ou produit	Indicateur	Unité	PTBA	Progrès effectif	%	Progrès effectif global		%
Composante 1. Appui à la gouvernance locale et à la sécurisation foncière								
<i>Sous-composante 1.1. Appui à l'organisation des producteurs et au renforcement des acteurs locaux</i>								
<i>Volet 1.1.1. Mobilisation des producteurs et appui à leurs organisations</i>								
	<u>Constitution</u>							
	Union d'AUE	nb				4	ND	100%
	AUE constituées/promues	nb	2	3	150%	33	45	73%
	Total des membres AUE constituées	nb	186	126	68%	3 574	6 000	60%
	<i>dont femmes</i>	nb	23	26	113%	721	ND	
	AEL constituées/promues	nb				40	ND	100%
	Total des membres AEL constituées	nb				1 845	ND	100%
	<i>dont femmes</i>	nb				75	ND	
	GDS mis en place	nb				4	19	21%
	AUP constituées	nb				6	10	60%
	AUC constituées	nb				2	ND	100%
	<u>Mise en fonctionnement</u>							
	Nombre d'associations ayant reçu une formation	nb	67	14	21%	161	ND	100%
	Membres associations formés	nb		119		992	ND	100%
	Voyages d'échanges réalisés	nb	2		0%	14	6	233%
	Participants aux voyages d'échange	nb				94	ND	100%
	<i>dont femmes</i>	nb				22	ND	
<i>Volet 1.1.2. Appui aux communes rurales et aux Régions</i>								
	<u>Planification participative</u>				-			
	PCD élaboré	nb			-	18	19	95%
	PCD mis à jour	nb	19		0%	18	19	95%
	PRD mis à jour	nb	1		0%	1	2	50%

<i>Volet 1.1.4. Alphabétisation fonctionnelle</i>	AV formés et recyclés	nb	432	432	100%	455	284	160%
	<i>dont femmes</i>	<i>nb</i>		102		112	ND	
	Centres d'alphabétisation ouverts	nb	290	284	98%	295	158	187%
	Adultes ayant participé à un apprentissage	nb	8 038	7594	94%	16 167	ND	100%
	<i>dont femmes</i>	<i>nb</i>	3 301	3152	95%	5 777	ND	
	Apprenant ayant terminé au moins une capagne d'alphabétisation	nb	6 430	6744	105%	13 280	ND	100%
	<i>dont femmes</i>	<i>nb</i>	2 640	2739	104%	5 311	ND	100%
	Personnes alphabétisées	nb	6 430	6744	105%	10 040	12250	82%
<i>Volet 1.1.5. Projets "coup de pouce" aux plus vulnérables</i>	<i>dont femmes</i>	<i>nb</i>	2 640	2739	104%	3 930	ND	
	Projets coup de pouce mis en œuvre	nb	102	99	97%	394	360	109%
	Total des bénéficiaires MP	nb	555	664	120%	2 130	2700	79%
	<i>dont femmes</i>	<i>nb</i>	160	423	264%	1 119	ND	
<i>Sous-composante 1.2. Appui à la sécurisation foncière</i>	Bilan diagnostic socio-foncier réalisé	nb				19	14	136%
	PLOF établis	nb				14	14	100%
	Bâtiments de GF construits/réhabilités et équipés	nb				13	14	93%
	Bâtiments équipés pour CRIF	nb				3	3	100%
	GF opérationnel	nb		13		13	14	93%
	CRIF opérationnel	nb		2		2	3	67%
	CRL mise en place	nb				139	ND	100%
	Agents GF formés	nb				26	21	80%
	Agents CRIF formés	nb				3	ND	100%
	Forum foncier réalisé	nb				2	ND	100%
	Demande reçues			2658		12 719	ND	100%
	Certificats fonciers délivrés	nb	3 000	2237	75%	8 167	17450	47%
	Certification classique	nb		0		2 451		
	Enregistrement systématique	nb		857		3 120		
	Opération combinée	nb		1380		2 596		
	Bénéficiaires certificats fonciers		3 000	2237	75%	5 562	ND	100%
	<i>dont femmes</i>	<i>nb</i>	900	469	52%	534	ND	
	Superficie des parcelles sécurisées	ha		3155		5 186	ND	100%

Composante 2. Appui à la mise en valeur durable de la base productive

Sous-composante 2.1.

Aménagement du milieu rural

Volet 2.1.1.

Aménagement hydro-agricole

Etudes APD	ha					8 319	6 840	122%
Périmètres hydroagricoles aménagés/réhabilités	ha	820	120	15%		5 363	5 650	95%
Nouvel aménagement	ha	820	120	15%		3 088	3 300	94%
Périmètres irrigués	ha	745	120	16%		2 618		
Périmètres d'épandage de crues	ha	75		0%		470		
Réhabilitation de périmètres irrigués	ha					2 275	2 350	97%
Km de pistes réhabilitées	km	5,0	0	0%		40	71	56%
Embarcadères en béton aménagés	nb	4	1	25%		1		
Points d'accostage maritime aménagés	nb					1		
Petits ouvrages isolés construits	nb					3	30	10%
Ouvrages de franchissement construits	nb	1		0%		2	ND	100%
Puits d'eau								
Puits d'eau construits	nb	3	2	67%		14	ND	100%
Puits d'eau réhabilités	nb					7	ND	100%

Sous-composante 2.2. Mise en valeur agricole et préservation des ressources naturelles

Volet 2.2.1. Sites agro-écologiques et reboisement

Sensibilisation environnementale

Réunions de sensibilisation environnementale tenues	nb		30			173	48	360%
Participants à la réunion de sensibilisation	nb		2584			18 470	ND	100%
dont femmes	nb		1283			6 800	ND	100%

Sites agroécologiques

Sites agro-écologiques pilotes mis en place	nb					20	19	105%
Site des adoptants des techniques agro-écologiques	nb					69	ND	100%
CEP agroécologie	nb	35	32	91%		69	ND	100%
Nombre bénéficiaires CEP agro écologie	nb	175	368	210%		584	ND	100%
dont femmes	nb	50	93	186%		144	ND	100%
Superficie sites agro-écologiques	ha	87	128	147%		210	ND	100%

Reboisement et arboriculture fruitière

Jeunes plants produits en pépinière	nb		34 082			237 446	ND	100%
-------------------------------------	----	--	--------	--	--	---------	----	------

	Arbres fruitiers	nb		15 161		79 227	ND	100%
	Arbres à usage multiple	nb		18 921		102 747	ND	100%
	Jeunes plants reboisés	nb	44 000	37 527	85%	255 419	270 000	95%
	Arbres fruitiers	nb	30 000	21 665	72%	140 130	216 000	65%
	Arbres à usage multiple	nb	14 000	15 862	113%	115 289	54 000	213%
	Bénéficiaires reboisement	nb	3 000	3 542	118%	23 612	43 200	55%
	dont femmes	nb	900	1 012	112%	7 736	10 800	72%
Volet 2.2.2. Intensification et diversification agricoles	<u>Agriculture</u>							
	Nombre total de CEP (groupement)	nb	160	146	91%	863	590	146%
	Nombre de bénéficiaires CEP	nb	3 200	3 232	101%	18 007	14750	122%
	Superficie de réplcation	ha	1 263	1 057	84%	6 135	5900	104%
	CEP RIZ							
	Champs-écoles mis en place	nb	55	64	116%	371	ND	100%
	Superficie de réplcation des thèmes appris sur CEP	ha	560	475	85%	2 937	ND	100%
	Nombre de participants aux CEP	nb	1 100	1418	129%	7 359	ND	100%
	dont femmes	nb		441		1 967	ND	100%
	Semences distribuées	kg	5 500	11561	210%	33 282	ND	100%
	Matériels agricoles distribués	nb	2 507	1 195	48%	7 571	ND	100%
	Insecticide distribué	litres		5		107	ND	100%
	Herbicide distribué	litres		2		21	ND	100%
	Rendement moyen sur parcelle de réplcation	t/ha	5	5,1	102%	5	3,5	146%
	CEP HARICOT							
	Champs-écoles mis en place	nb	15	24	160%	176	ND	100%
	Superficie de réplcation des thèmes appris sur CEP	ha	130	140	108%	1 557	ND	100%
	Nombre de participants aux CEP	nb	300	530	177%	3 637	ND	100%
	dont femmes	nb	90	171	190%	1 238	ND	
	Semences distribuées	kg	6 000	7 603	127%	70 798	ND	100%
	Matériels agricoles distribués	Nb	60	111	185%	634	ND	100%
	Fongicide distribué	kg		3		64	ND	100%
	Rendement moyen	t/ha	2	1,6	80%	2	1,1	145%
	CEP ARACHIDE						ND	100%
	Champs-écoles mis en place	nb	52	41	79%	144	ND	100%

Superficie de réplication des thèmes appris sur CEP	ha	510	416	82%	1 189	ND	100%
Nombre de participants aux CEP	nb	1 040	1 000	96%	3 241	ND	100%
<i>dont femmes</i>	<i>nb</i>	<i>310</i>	<i>324</i>	<i>105%</i>	<i>1 064</i>	<i>ND</i>	
Semences distribuées	kg	26 000	21 548	83%	69 711	ND	100%
Matériels agricoles distribués	nb	286	156	55%	504	ND	100%
Insecticide distribué	l		7		11	ND	100%
Rendement moyen sur parcelle de réplication	t/ha	2	1,8	90%	2	1	200%
CEP LENTILLE							
Champs-écoles mis en place	nb				26	ND	100%
Superficie de réplication des thèmes appris sur CEP	ha				278	ND	100%
Nombre de participants aux CEP	nb				586	ND	100%
<i>dont femmes</i>	<i>nb</i>				189	<i>ND</i>	
Semences distribuées	kg				13 266	ND	100%
Matériels agricoles distribués	nb				21	ND	100%
Rendement moyen	t/ha				1,4	1,1	127%
CEP OIGNON							
Champs-écoles mis en place	nb	38	17	45%	146	ND	100%
Superficie de réplication des thèmes appris sur CEP	ha	63	26	41%	120	ND	100%
<i>dont sur rizière</i>	<i>ha</i>	<i>55</i>	<i>24</i>		<i>41</i>	<i>ND</i>	<i>100%</i>
Nombre de participants aux CEP	nb	760	284	37%	3 184	ND	100%
<i>dont femmes</i>	<i>nb</i>	<i>230</i>	<i>148</i>	<i>64%</i>	<i>1 762</i>	<i>ND</i>	
Semences distribuées	kg	285	121	42%	447	ND	100%
Matériels agricoles distribués	nb	209	324	155%	1 252	ND	100%
Fongicide	kg	380	15	4%	52	ND	100%
Insecticide distribué	litres	38		0%	13	ND	100%
Rendement moyen sur parcelle de réplication	t/ha	30	30	100%	30	ND	100%
CEP APICULTURE							
CEP apiculture en place	nb	24	20	83%	20	ND	100%
Bénéficiaires CEP apiculture	nb	240	250	104%	250	ND	100%
<i>dont femmes</i>	<i>nb</i>		9		9	<i>ND</i>	
Ruches peuplées distribuées	nb	480	313	65%	313	ND	100%

<u>Activités extra-programme de lutte anti-acridienne</u>					
Acquisition d'acridicide	litres			22 000	ND 100%
<u>Labour de défriche</u>	ha			861	ND 100%
Périmètre irrigué	ha	390	0%	584	ND 100%
Tanety	ha			277	ND 100%
<u>Elevage</u>					
<u>Infrastructure d'élevage</u>					
Couloir de vaccination construit	nb			41	41 100%
<u>Sites de démonstration d'élevage</u>				0	
Site de démonstration en place	nb			17	ND 100%
Nombre de bénéficiaires	nb			139	ND 100%
dont femmes	nb			47	ND
<u>Prophylaxie aviaire</u>				0	
Cheptels déparasités et vaccinés	nb			170 848	276 300 62%
Bénéficiaires	nb			7 905	ND 100%
dont femmes	nb			4 693	ND
<u>Prophylaxie bovine</u>					
Cheptels déparasités	nb	795		27 855	ND 100%
Cheptels vaccinés	nb			127 350	ND 100%
Bénéficiaires prophylaxie bovine	nb	121		8 234	ND 100%
Volet 2.2.3. Appui-conseil agricole					
<u>Formation vaccinateurs villageois</u>					
Vaccinateurs villageois formés	nb			142	250 57%
dont femmes	nb			69	ND
<u>Mise en place ACSA</u>					
ACSA mis en place	nb			26	19 137%
dont femmes	nb			0	ND
Paysans leaders formés	nb	10		76	ND 100%
<u>Visites échanges</u>					
Voyages d'échanges intra zone réalisés	nb	5		48	ND 100%
Participants aux voyages d'échanges intra zone	nb	97		552	ND 100%
dont femmes	nb	14		144	ND

	Voyages d'échanges hors zone réalisés	nb	2	2	100%	7	ND	100%
	Participants aux voyages d'échange hors zones	nb		59		171	ND	100%
	<i>dont femmes</i>	nb		4		26	ND	
	<u>Journées porte ouverte</u>	nb	10	3	30%	6	ND	100%
<i>Sous-composante 2.3. Commercialisation, Approvisionnement, Finance rurale</i>								
<i>Volet 2.3.1. Finance rurale</i>	Construction caisse IMF	nb	5		0%	5	5	100%
	Construction GCV	nb	4		0%	4	2	200%
	Capacité GCV	t	350		0%	275	200	138%
	CECAM							
	Nombre membres	nb	2 317	2 932	127%	2 932	2 317	127%
	<i>dont femmes</i>	nb	911	635	70%	635	911	70%
	Nombre membres CAE			45		272	ND	100%
	Membres actifs	nb	1 390	1 222	88%	1 222	1 390	88%
	Montant d'épargne collecté	Ar		136 935 984		728 891 489		
	Montant total de crédit octroyé	Ar		1 114 023 500		5 832 790 000	2 158 000 000	270%
	<i>dont CAE</i>	Ar		99 335 000		170 710 000		
	Nombre total de crédits octroyés	nb		646		3 395	3000	113%
	<i>dont CAE</i>	nb		395		845		
	Taux de pénétration bancaire	%	6,00	10	167%	10	2,45	408%
	Taux de remboursement à 90 jours	%	95	96,1	101%	96	95	101%
	<i>Volet 2.3.2. Approvisionnement</i>							
	<u>Appui à l'installation de petits ateliers de fabrication de matériels agricoles</u>							
	Ateliers de fabrication mis en place	nb	1		0%	7	6	117%
	Matériels agricoles fabriqués par les ateliers	nb				971		
	<u>Programme de multiplication de semences</u>					0		
	Magasin de stockage de semences d'haricot	nb				2	ND	100%
	Paysans semenciers installés/appuyé	nb		14		14	ND	100%
	Semences produites	t		79		339	ND	100%
	<i>paddy</i>	t		7		42	ND	100%
	<i>haricot</i>	t		60		259	ND	100%
	<i>lentille</i>	t				6	ND	100%
	<i>arachide</i>	t		12		32	ND	100%

		<u>Développement de réseaux d'approvisionnement et de distribution d'intrants agricoles</u>						
			0					
	Boutiques d'intrants mises en place	nb	2	2	100%	12	19	63%
	Central d'achat mis en place	nb				0	4	0%
Volet 2.3.3. Commercialisation								
	Magasins de groupage de lot construits	nb		2		4	10	40%
	Participation à des foires à caractère économique	nb		1		14	ND	100%
	Unité de transformation mise en place	nb				0	2	0%
Composante 3. Gestion du Projet et suivi évaluation								
<i>Sous-composante 3.1. Gestion de projet</i>								
	Réunion CROS	nb	2		0%	8	13	62%
	Réunion CNP	nb	1	1	100%	8	8	100%
	Visite de terrain CROS et CNP	nb	1	1	100%	2	ND	100%
	Nombre de DRF et DPD	nb		4		126	ND	100%
	Taux de réalisation du PTBA sans engagement	%	100	47	47%		ND	
	Taux de réalisation du PTBA avec engagement	%	100	75	75%		ND	
	Taux de décaissement du prêt initial	%		100		100,0	100	100%
	Taux de décaissement des prêts initial et additionnel	%	96,9	90,8	94%	90,8	100	91%
<i>Sous-composante 3.2. Suivi-évaluation et gestion des savoirs</i>								
<i>Volet 3.2.1: Suivi-évaluation</i>								
	Enquête de revenus	nb				3	2	150%
	Etudes de cas et capitalisation	nb	4		0%	7	9	78%
	Enquête ROR	nb				1	ND	100%
	Ateliers d'évaluation participative	nb	2		0%	4	5	80%
	Sondage de rendement	nb	4	3	75%	16	ND	100%
<i>Volet 3.2.2 : Information-Communication</i>								
	Emissions radiophoniques produites	nb		2		10	ND	100%
	Emissions radiophoniques diffusés	nb		2		10	5	200%
	Projections vidéos tenues	nb		2		8	5	160%
	Dépliants/poster élaborés	type		5		8	ND	100%

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Tableau 5A: Performance financière par bailleur de fonds au 31/10/2014 ('000USD)

Source de financement	Budget initial	Budget alloué	Montant dépensé	% dépensé
Prêt FIDA	13,120	18,290	17,113	93.6%
Don FIDA	365	365	339	92.8%
Don UE (PARECAM)	4,273	3,827	3,827	100.0%
Gouvernement	2,681	3,135	2,128	67.9%
Bénéficiaires	527	525	342	65.1%
MCA		985	985	100.0%
Total	20,965	27,127	24,733	91.2%

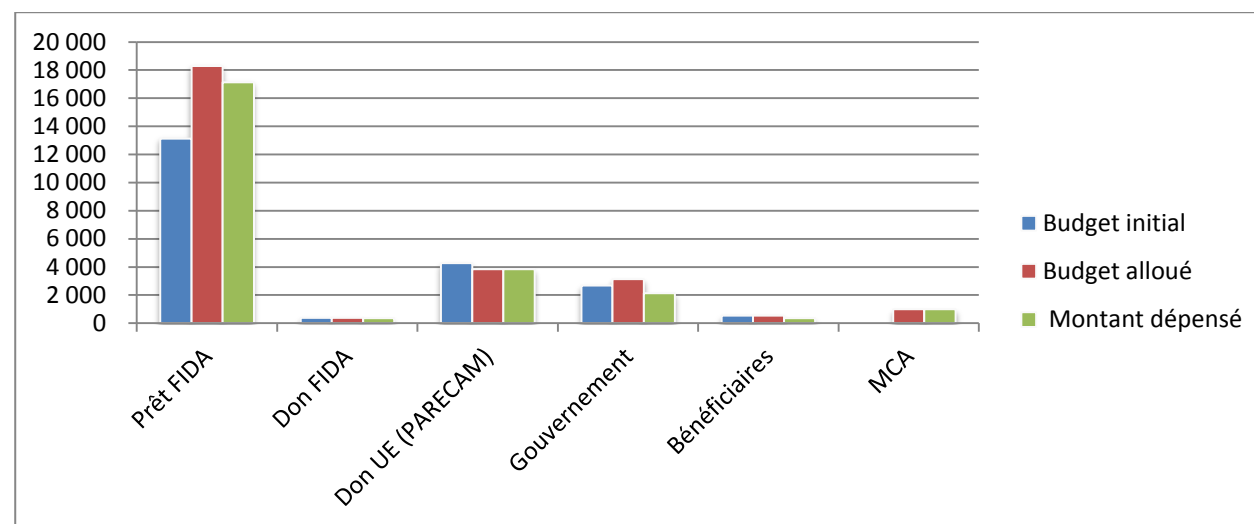


Figure 1. Performance financière par source de financement

Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante (en milliers d'USD). Etat des dépenses au 31/10/2014 ('000USD)

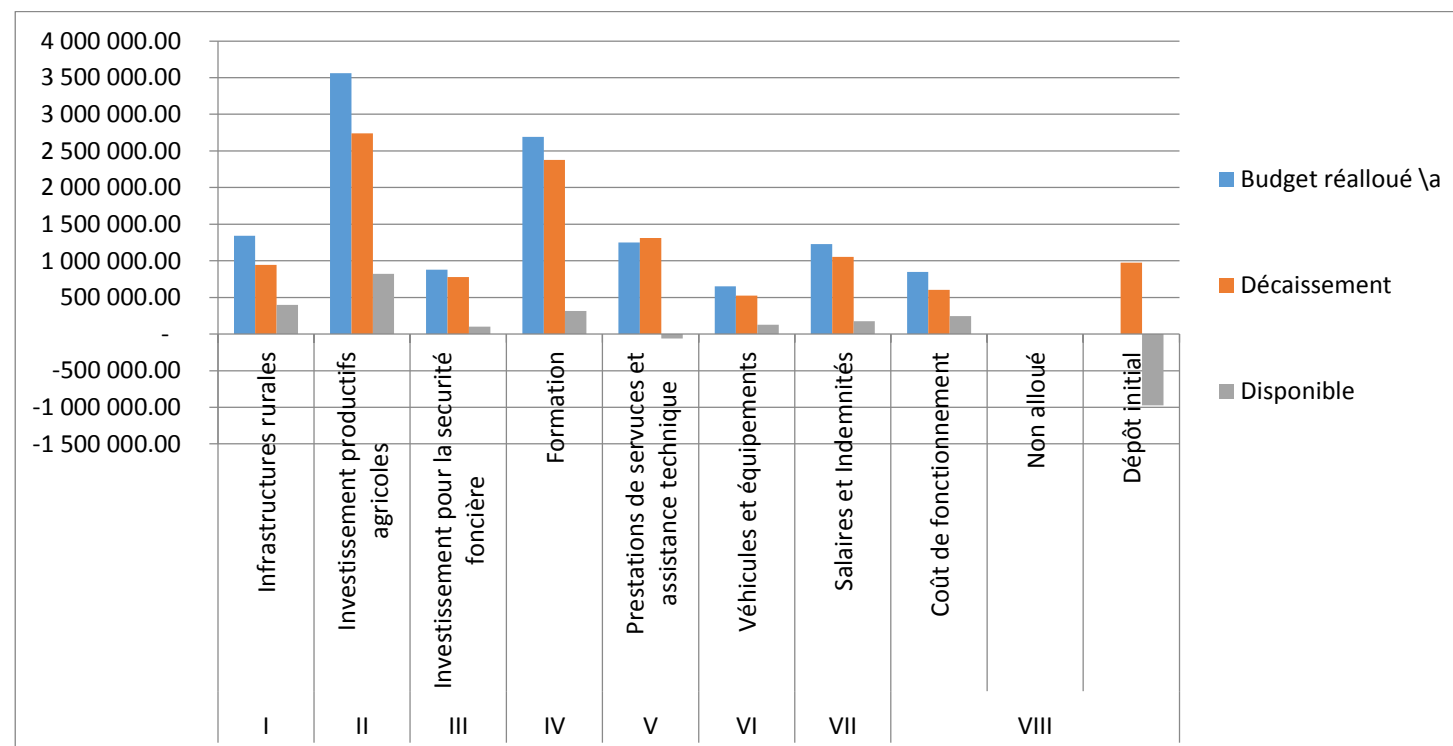
Composantes	Prêt FIDA			Don FIDA			Gouvernement			PARECAM			Bénéficiaires			MCA			Total		
	approuvé	Dépensé	%	Appro-u-vé	Dépensé	%	appro-uvé	Dépen-sé	%	appro-uvé	Dépe-nsé	%	Appro-uvé	Dépen-sé	%	Appro-uvé	Dépensé	%	Approuvé	Dépensé	%
Appui à la gouvernance locale et à la sécurisation foncière	5,345	4,502	84%	365	333	91%	427	48	11%		2		149	0	0%	985	985	100%	7,271	5,870	80.7%
Appui à la mise en valeur durable de la base productive	8,710	8,310	95%		6	ND	2,306	1,423	62%	3,509	3,509	89%	376	341	91%				14,901	13,588	91.2%
Gestion du Projet et suivi-évaluation	4,235	4,301	102%		-		402	657	163%	316	316	94%	-	-					4,953	5,274	106.5%
TOTAL	18,290	17,113	94%	365	339	93%	3,135	2,128	68%	3,827	3,827	90%	525	342	65%	985	985	100%	27,127	24,733	91.2%

Tableau 5C: Décaissements des prêts et Don du FIDA

Prêts FIDA 689-MG et 689A-MG (en DTS, au 31-10-2014)

Description de la catégorie		Budget réalloué la	Décaissement	Disponible	% décaissement
I	Infrastructures rurales	1,340,000.00	944,018.48	395,981.52	70.4%
II	Investissement productifs agricoles	3,560,000.00	2,739,966.50	820,033.50	77.0%
III	Investissement pour la sécurité foncière	878,000.00	776,342.34	101,657.66	88.4%
IV	Formation	2,690,000.00	2,376,846.85	313,153.15	88.4%
V	Prestations de services et assistance technique	1,250,000.00	1,309,328.10	- 59,328.10	104.7%
VI	Véhicules et équipements	652,000.00	526,649.15	125,350.85	80.8%
VII	Salaires et Indemnités	1,230,000.00	1,052,859.42	177,140.58	85.6%
VIII	Coût de fonctionnement	850,000.00	605,168.09	244,831.91	71.2%
	Non alloué		-	-	
	Dépôt initial		975,259.52	- 975,259.52	
Total		12,450,000.00	11,306,438.45	1,143,561.55	90.8%

Figure 2: Décaissement des prêts FIDA, comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs



DON FIDA 849-MG – Situation au 31-10-2014

Description de la catégorie		Allocation	Décaissement	Disponible	% décaissement
III	Investissement pour la sécurité foncière	58,000	32,127	25,873	55.4%
V	Prestations de services et assistance technique	197,000	175,290	21,710	89.0%
Total		255,000	207,417	47,583	81%

Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Objectif/Date prévue	État d'avancement/Date	Observations
Section 2.03	L'emprunteur ouvre et tient, pour le financement du Projet, un Compte spécial en dollars des Etats-Unis d'Amérique auprès d'une banque commerciale à Antananarivo ou de tout autre établissement bancaire ayant l'agrément du Fonds	Avant l'entrée en vigueur	Compte N° 1570713 0017 ouvert à la Banque BOA Madagascar le 13/12/2006	Condition remplie. <i>Le projet dispose d'un compte spécial en devises USD et un compte d'opération en Ariary a été ouvert pour remplacer le compte d'opération en USD en février 2010.</i>
Section 3.02 b)	Le projet PTBA est soumis aux commentaires du CNP avant d'être approuvé par l'Agent principal du Projet. Il est ensuite transmis au Fonds, pour commentaire et approbation	30 jours au plus tard avant le commencement de l'année du Programme considéré		Condition remplie
Section 3.03	Ouverture auprès d'un établissement acceptable par le Fonds d'un compte courant en Ariary pour y déposer les fonds de la contrepartie	Avant l'entrée en vigueur	Compte N° 1570713 0004 ouvert à la Banque BOA Madagascar le 11/10/2006	Condition remplie
Section 3.04 c)	L'Emprunteur effectue sur le Compte de Projet un premier dépôt des fonds de contrepartie pour un montant de 25 000 USD, pour couvrir la première année de l'exécution du Projet, l'Emprunteur reconstitue d'avance annuellement le Compte de Projet en y déposant les fonds de contrepartie tels qu'ils sont prévus dans le PTBA relatif à l'année du Projet considéré.	Avant l'entrée en vigueur	Premier dépôt de 25 000 USD en 31/10/2006.	Condition remplie
Section 3.06	Les marchés des biens, de travaux génie civil et de services doivent être passés conformément aux dispositions de l'annexe 4 de l'accord de prêt	Action continue	Les procédures suivies sont conformes aux dispositions de l'accord de prêt.	Condition remplie
Section 4.02	L'agent principal du Projet soumet au Fonds et à l'Institution coopérante des rapports d'activités sur l'exécution du Programme	Dans les trois mois suivant la fin de chaque période d'exécution du PTB de six mois.	Rapport semestriel soumis suivant la périodicité requise	Condition remplie
Section 4.03	L'agent principal du Projet, le Fonds et l'Institution coopérante procèdent conjointement à un examen de l'exécution du Projet, examen à mi-parcours (EMP), et à des examens intermédiaires (EI).		Condition remplie: les revues intermédiaires ont été réalisées en 2009 et en 2012	
Section 5.01	L'Agence d'exécution prépare chaque année fiscale les états financiers consolidés des opérations, des ressources et des dépenses relatives au Projet.		Condition remplie	
Section 5.02	L'Emprunteur présente une copie certifiée du rapport d'audit prévu à la Section 9.03 (Audit des comptes) des Conditions générales au Fonds		Condition remplie	
Section 7.01 a)	Le Coordonnateur du Projet, le responsable administratif et financier, le responsable du suivi –évaluation et le chargé de la passation des marchés ont été recrutés conformément aux dispositions du paragraphe 5 de l'annexe 3A	Avant l'entrée en vigueur	Condition remplie	
Section 7.01 b)	Le CNP et le CROS ont été créés par Arrêté ministériel du MAEP.	Avant l'entrée en vigueur	Arrêté ministériel N°19011 du 6 novembre 2006 pour le CNP et Arrêté ministériel N°19048 du 7 novembre 2006 pour le CROS	Condition remplie

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Apprentissage

Le projet AD2M est très riche en expériences pertinentes avec des approches, des méthodes et des outils efficaces qui ont mené à des résultats probants. Le processus d'apprentissage continu qui se fera à travers la capitalisation comporte un double enjeu spécifique au stade actuel du projet: (i) la consolidation des acquis en vue de l'achèvement; et (ii) la préparation de la deuxième phase qui, étant une mise à l'échelle, devra s'appuyer et être enrichie des expériences et leçons tirées de la première. Ci-après une liste de sujets/thématiques intéressants identifiés:

- Champs-écoles paysans : méthodologie, principes, mise en œuvre, résultats et leçons tirées. C'est le principal outil du projet dans le cadre de ses actions d'intensification et de diversification agricoles, le projet a jusqu'à maintenant mis en œuvre 863 CEP pour 14 750 bénéficiaires, ce qui dépasse largement les objectifs initialement assignés pour le projet. Grâce à cette approche, les rendements des principales spéculations appuyées (riz, haricot, arachide, lentille, oignon) ont été considérablement améliorés (de 127 % à 200 %).
- Introduction de la culture d'intersaison : opportunité pour les vulnérables n'ayant pas de terres irriguées, adoption spectaculaire, source de revenus supplémentaire et valorisation optimale des infrastructures mises en place (cf. Innovation).
- Techniques agro-écologiques : une des pratiques introduites et vulgarisées par le projet à travers les CEP (69 CEP, 584 bénéficiaires), les résultats sont prometteurs même si l'adoption ne peut se faire que progressivement. Ces pratiques présentent de nombreux avantages pour l'adaptation des producteurs aux changements climatiques : permet de cultiver le riz ou d'autres légumineuses alimentaires ou commerciales (sources de revenus), réduit, voire annule les travaux lourds de défriches, économie d'eau et augmentation du rendement.
- Production de semences par les PPS : historique de la filière semencière, les problématiques, les actions et appuis menés, les résultats et les perspectives. La qualité et la disponibilité des semences sont primordiales pour l'agriculture, les 14 producteurs de semences installés et/ou appuyés par le projet ont produit 339 tonnes de semences de qualité pour les principales spéculations, dont 76 % en haricot, le produit phare de la région Menabe. Les producteurs semenciers du projet sont parmi les rares (sinon les seuls) qui ont pu produire des semences de base certifiées.
- Émergence de pôles de production : concept, critères de choix, interventions, évolution et perspectives. Le projet a mis en œuvre différentes approches de valorisations (stratégie en zone enclavée, études allégées, inclusion, gouvernance et gestion des AHA, innovation, intensification/diversification).
- Aménagement hydroagricole : le choix des aménagements gravitaires, l'exploration des aménagements des périmètres d'épandages de crues, les études en grappes. Un des facteurs clés de succès, à la base des activités de mise en valeur, le projet s'est beaucoup investi et a réalisé des travaux remarquables avec 5 363 ha de périmètres aménagés sur un objectif de 5 650 ha (95%) des dans des conditions souvent difficiles et des zones enclavées.
- Désenclavement par voie fluviale: difficulté et coût élevé de la réhabilitation des pistes, amélioration des voies fluviales déjà exploitée et plus proches des bassins de production, réduction des coûts et durées de transport.
- Approche «opération combinée»: fiscalité/recensement/certification dans les guichets fonciers appuyés par le projet (cf. Innovation).
- Méthode de sécurisation des droits secondaires suivant l'itinéraire proposé par la Cellule de coordination de la réforme foncière (ex-PNF): sécuriser à la fois propriétaires et locataires (certification au préalable des propriétaires), durée de location pluriannuelle incitant les locataires à investir plus dans l'exploitation, fiscalité communale éventuelle;
- Approches de «faire-avec», plus particulièrement au niveau des ONGT: les leçons apprises permettront d'affiner les critères de sélection et de contractualisation des organismes de terrain pour la prochaine phase.

Innovations

La mission a identifié deux principales innovations apportées par le projet dans sa zone d'intervention. Bien que la mise en œuvre pratique de ces approches soit assez récente, les premiers résultats sont très probants et certains effets sont même déjà perceptibles sur le terrain.

- Introduction de la culture d'intersaison : c'est une réelle opportunité pour les vulnérables n'ayant pas de terres irriguées, car l'occupation des parcelles rizicoles est souvent gratuite pendant l'intersaison. Elle concerne principalement l'oignon qui a fait l'objet de 146 CEP pour 3 184 bénéficiaires dont 55 % sont des femmes. Les productions issues de l'intersaison sont une source de revenus supplémentaire et constituent en ce sens une forme de valorisation optimale des infrastructures mises en place par le projet. De plus, l'apport de fumure organique en intersaison a un arrière effet sur le riz de contre-saison et améliore ainsi la production rizicole. C'est une réelle innovation dans la zone d'intervention du projet, l'adoption des itinéraires techniques recommandés par le projet pour les cultures d'intersaison avoisine les 100% et les rendements moyens sont actuellement autour de 30t/ha. Sur un tout autre aspect, le développement de cette pratique, où les femmes sont particulièrement actives, pourrait aussi faire évoluer positivement la répartition des tâches au niveau des foyers.
- Approche «opération combinée» : fiscalité/recensement/certification dans les guichets fonciers appuyés par le projet. Si les résultats en termes de délivrance de certificat foncier ont connu une nette amélioration au cours de l'année 2014 (près de 40% par rapport à l'année 2013), c'est principalement dû au succès des opérations combinées qui ont mené les 79% des demandes reçues et 61% des certificats délivrés. Les opérations combinées ont abouti à la délivrance de 2 596 certificats, soit près de 32% des réalisations totales du projet en seulement deux années de pratique. Ce simple constat illustre à quel point cette approche s'est révélée être efficace. Les opérations d'enregistrement systématique, les opérations combinées et les opérations groupées ont non seulement donné de bons résultats par rapport à la demande individuelle volontaire, mais ont aussi l'avantage de générer des économies d'échelle qui réduit considérablement les coûts des certifications.

Annexe 1: Recommandations de la mission de supervision de décembre 2013 et avancement

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues	Avancement
Composante 1 : Appui à la gouvernance locale et à la sécurisation foncière			
Sous composante 1.1 : Appui à l'organisation des producteurs et au renforcement des acteurs locaux			
1. Achever au plus vite le diagnostic de fonctionnalité de toutes les OP appuyées par le Projet en adoptant un nombre de critères raisonnables, objectivement vérifiables et plus sélectifs.	RAOP, ONGT	31/12/13	Le diagnostic de fonctionnalité des 93 OP appuyées par le projet est achevé. Il est réalisé sur la base de nouveaux critères simplifiés et validés avec les ONGT et les représentants d'OP. Des barèmes de notation sont définis pour apprécier le degré de maturation des OP par rapport aux indicateurs utilisés.
2. Élaborer et mettre en œuvre, sur la base des résultats du diagnostic précédent, OP, un plan de renforcement des capacités des OP appuyées.	RAOP, ONGT	30/04/14	Après l'évaluation, un plan d'appui et de renforcement spécifique OP par OP est élaboré et mis en œuvre depuis mars 2014.
3. Reprogrammer la mise à jour du PRD du Melaky pour 2014 et clôturer l'ensemble des activités du volet 1.1.2. à la fin de l'année 2014.	RAOP	31/07/14 31/12/14	La mise à jour des PRD et PRDR Melaky est initiée. L'animation et collecte des données par district en vue de la mise à jour de la monographie régionale ont été démarrées après la saison de pluie 2013-2014, et sont achevées. Un atelier régional de priorisation est programmé pour la dernière décade du mois de novembre 2014, Compte tenu de la saison de pluie qui s'annonce, l'atelier de validation finale, et de ce fait la finalisation et l'édition des plans peuvent être reportés en fin de la saison de pluie 2014-2015.
4. Augmenter le rythme de réalisation des MP (110 en 2014). Mettre en œuvre sans délais le processus d'évaluation des résultats et des effets obtenus pour les différents types de MP.	RAOP, RSE	30/04/14	La situation fin octobre 2014 présente 99 MP mis en œuvre. A ce rythme, l'atteinte l'objectif de 110 MP avant fin décembre 2014 n'est pas à craindre. Une évaluation des résultats et effets obtenus des MP est réalisée par un stagiaire en préparation de mémoires de fin d'études. La remise du rapport est prévue avant la fin de l'année 2014.
5. Poursuivre et clôturer les activités d'alphabétisation à la fin 2014.	RAOP, ONGT	31/12/14	Les apprenants de la 2 ^{ème} promotion ayant commencé l'année dernière viennent d'achever leurs sessions d'apprentissage niveau B en octobre, qui ont sorti 6.744 néo-alphabétisés. La compilation et la saisie des informations dans la base des données du projet sont en cours.
Sous composante 1.2 : Appui à la sécurisation foncière			
6. Raccourcir les délais entre demande et délivrance du CF.	GF, PNF, Agent foncier itinérant	Continu	L'adoption de l'opération combinée et/ou de l'enregistrement systématique va dans le sens de raccourcissement des délais entre demande et délivrance de CF. Depuis Juin 2014, avec ces modes de certification, le délai moyen est de 3,5 à 4 mois contre 6 mois en certification classique.
7. Dans l'esprit de la décentralisation, maintenir au niveau des GF standards toutes les opérations de saisie et de traitement de données.	PNF	Continu	Actuellement, toutes les opérations de saisie et de traitement de données sur l'opération combinée, autrefois expédiées dans la Capitale par PNF, sont ramenées au niveau des CRIF Ankilizato et Ambatolahy qui pratiquent cette opération, et ce depuis décembre 2013. Des opérateurs de saisies ont été

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues	Avancement
			recrutés à titre temporaire pour réaliser ces travaux.
8. Etendre les opérations de sécurisation des contrats de location de terres sur d'autres PI, notamment le PI de Tsarahotana	UGP, PNF, Agent foncier itinérant	Continu	La sécurisation de contrats de location est actuellement en passe d'être étendue sur les plaines de baiboho (décrues) des communes d'Ambatolahy et Isalo, où des pratiques importantes de location et métayage sont aussi observées, et ce après l'opération combinée recensement fiscal – certification foncière. Pour le PI Tsaraotana, la majorité de la location se fait avec les « paysans modernes » dont le statut n'est pas encore propriétaires à part entière. Cette situation ne permet pas la sécurisation des contrats de location.
Composante 2 : Appui à la mise en valeur durable de la base productive			
Sous composante 2.1 : Aménagement du milieu rural			
9. Documenter les approches en matière de valorisation hydro-agricole et désenclavement en zone éloignée (diagnostic et études, inclusion des bénéficiaires dans la planification, gestion des AHA, choix de mesures de désenclavement avec des moyens limités, analyse des coûts bénéfiques).	CP, RIR, RSE	30/06/14	Cette activité de capitalisation est programmée dans le PTBA 2015.
10. Participer au diagnostic organisationnel, à l'élaboration du plan de renforcement des capacités et à la formation technique des AUE et AUP, pilotés par le RAOP.	RIR	30/04/14	Cette opération appuyée par le Cabinet SDMad est cogérée par les deux cellules. La formation technique des AUE est actuellement en cours de réalisation.
11. Acheter les grands travaux programmés au cours de l'année 2014.	RIR	31/10/14	A part ceux intéressant les 2 micro périmètres dans le district de Mahabo qui sont achevés, les chantiers, en majorité reportés de l'exercice 2013 et dont la reprise est notifiée en juin 2014, connaissent des difficultés. Les travaux de construction des 2 embarcadères Ambatomisay et Berevo sont repris en régie direct, après résiliation du marché correspondant, Une 2 ^{ème} vague de résiliation de ces marchés à problème est en cours de préparation.
Sous composante 2.2 : Mise en valeur productive et préservation des ressources naturelles			
12. Poursuivre les activités de sensibilisation environnementale et de plantation d'arbres au sein des écoles. Evaluer le nombre d'arbres ayant repris autour des écoles et le niveau de prise de conscience des enfants par rapport aux questions environnementales.	Assistant PVA	Continu	Les activités de sensibilisation sont focalisées en milieux scolaires. 3.163 arbres sont plantés autour de 41 écoles durant cette campagne. Le taux moyen de reprise des plantations d'arbres dans les écoles tourne autour de 65-80%.
13. Evaluer le taux d'adoption (superficies et nombre de producteurs) des techniques d'agriculture de conservation pour la contre-saison 2013.	RPVAC, Assistant PVA	31/12/14	L'évaluation du taux d'adoption n'est pas réalisée et sera rattrapée avant la fin d'année.
14. Evaluer le taux de réussite de toutes les plantations d'arbres faites dans le cadre du Projet et clôturer les activités de reboisement pour la saison 2014-	Assistant PVA	31/12/14	L'évaluation n'est pas encore complètement achevée, mais la tendance actuellement enregistrée montre une différence entre les deux régions avec une variation entre les différentes espèces : 65 à 75% pour Melaky qui dispose une pluviométrie plus étalée, tandis qu'à Menabe on a un taux moyen de l'ordre de 60%. La dernière campagne de reboisement soutenue par le Projet est celle de la saison 2013-2014.

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues	Avancement
15. Etablir des tableaux intermédiaires de résultats agricoles par saison permettant d'apprécier l'évolution des adoptants d'innovation, des superficies intensifiées, des rendements obtenus avec et sans Projet.	RPVAC, Assistant PVA	Par saison	Le premier tableau intermédiaire est réalisé en fin de l'année 2013. Il comprend entre autres les superficies intensifiées, le taux d'adoption et le rendement. Ce tableau est mis à jour en 2014 et sera bouclé après la production de riz en contre saison en fin 2014.
16. Vérifier les besoins en formation sur CEP, adapter le nombre de CEP en conséquence en commençant à réduire l'envergure du programme CEP à partir de mi-2014.	RPVAC	31/12/13 30/06/14	Les thèmes de formation identifiés durant la préparation de campagne sont : la préparation de compost pour oignon et cultures maraîchères, post récolte oignon, et extraction de miel pour CEP apiculture. Celle sur les actions post récolte oignon et l'amélioration de l'extraction du miel dans le cadre de l'intervention avec FITAME ont été réalisées en 2014.
17. Accélérer la mise en place de jardins familiaux.	Assistant PVA, ORN	Immédiat	Les campagnes de mise en place des jardins familiaux avec des cultures maraîchères, lancées au mois de mai sont déjà achevées. Elles ont touchés 400 ménages répartis dans 32 fokontany des 19 communes d'intervention du projet.
18. Evaluer les effets des séances de sensibilisation nutritionnelle.	RSE, ORN	31/01/14	Une étude est menée par ORN sur les tendances de changement de comportement des bénéficiaires des sensibilisations nutritionnelles. Les résultats de l'étude montrent que 64% des enquêtés ont déclarés avoir reproduit avec succès au moins 2 menus testés en démonstration et 68% ont changé leur habitude alimentaire en introduisant au moins un nouveau aliment dans le repas. Le problème qui se pose est la disponibilité des légumes verts, ce qui a orienté d'ailleurs l'intervention 2014 à la mise en place des jardins potagers pour la consommation familiale.
Sous composante 2.3 : Commercialisation, approvisionnement et finance rurale			
19. Continuer à : (i) renforcer les échanges et les contacts entre producteurs organisés et opérateurs de marchés ; (ii) intensifier le partage d'expérience sur la commercialisation avec le Projet PROSPERER et ; (iii) appuyer producteurs et opérateurs pour mener à bonne fin les contrats de production.	CP, RPVAC	Continu	Deux visites échanges ont été réalisées afin de permettre aux paysans leaders en commercialisation d'oignon de contacter directement des opérateurs du marché, aussi bien des exportateurs que des grossistes des grands marchés d'Antananarivo, aboutissant à la concrétisation d'achat par ces opérateurs du marché. Pour le miel, une visite sur l'axe Antsirabe-Ambositra- Manakara a été réalisée pour voir le circuit et les acteurs de commercialisation de cette filière dans ces régions.
20. Evaluer semestriellement la régularité et le volume des services d'approvisionnement offerts par les ateliers et les boutiques d'intrants.	RPVAC	Semestriel	
21. Poursuivre la professionnalisation des groupes de PPS, pour une maîtrise de l'approvisionnement en semences de base, de développement de réseau de clients et de renforcement de l'image de qualité des semences produites au Menabe.	RPVAC	Continu	Les PPS ont pu concrétiser, sans intermédiation du Projet, l'acquisition de 2 tonnes de semences de base de haricot auprès de FOFIFA au titre de la campagne 2014. Ils rentrent directement en contact avec l'ANCOS ³⁰ régional pour la déclaration de culture et les demandes de contrôle en vue de la

³⁰ Les missions de l'ANCOS saisi par les PPS restent toutefois financées par le Projet.

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues	Avancement
			certification. Contrairement au souci initial, les semences améliorées produites ne souffrent pas de marchés, sont sollicitées par les producteurs des régions où le haricot se fait en saison, au risque d'en priver le bassin de production pour la prochaine campagne (en contre saison).
22. Appuyer par des actions de dialogue et de communication avec les producteurs pour rompre avec l'image négative qu'a pu laisser SOAHITA et favoriser le bon démarrage des caisses CECAM d'Analambiby et de Manambina.	ONGT, agents CECAM	Continu	La constitution de caisses CECAM dans ces deux communes a été marquée par une implantation suffisamment animée et médiatisée donnant une autre image de la nouvelle institution qui s'installe, matérialisée également par des nouveaux bâtiments actuellement en cours de finition. La structure mutualiste de cette institution lui offrira certainement une assise communautaire plus solide par rapport à son prédécesseur.
23. Préparer en concertation avec les PPS et la DRDR un plan de désengagement graduel et viable du paiement des frais de contrôle semencier par le Projet et leur prise en charge par les PPS.	CP, RPVAC, PPS, DRDR	28/02/14	La fonction d'inspection de semences deviendra davantage de proximité, avec la promotion de 3 nouveaux contrôleurs (agents de la DRDR) ayant été formés par l'ANCOS national ; ce qui réduira le coût de certification. En effet, l'affectation de l'un d'entre eux à la CIRDR Miandrivazo est envisagée par la DRDR.
24. Continuer la promotion du crédit GCV auprès des producteurs.	ONGT, agents CECAM	Continu	C'est une évidence dans la mesure où c'est le 1 ^{er} produit financier de CECAM dans la zone du Projet. A titre d'illustration, 952 tonnes de paddy, 44 tonnes de riz blancs, 24 tonnes de maïs et 2 tonnes d'arachides ont été stockés en 2014, représentant 45% des réalisations totales de CECAM Menabe en crédits, pour un montant de 514 millions d'ariary. Le crédit GCV est actuellement en pleine expansion, de telle sorte que les magasins construits n'arrivent plus à contenir les demandes de stockage, même dans des pôles non rizicoles comme Ambatolahy.
Composante 3 : Coordination et Gestion du Projet			
25. Maintenir les activités de croisière du Projet jusqu'en 2014, mais en portant les efforts sur les activités à fort impact sur la sécurisation de la productivité agricole et des revenus des groupes cibles.	UGP	Continu	Etant donné le report de travaux infrastructurels non achevés en 2013 ainsi que l'extension des services micro financiers à la Région Melaky, 2014 est une année charnière croisière/désengagement, marquée également par l'amorce de réduction d'effectif des ONGT
26. Maintenir les effectifs des ONGT jusqu'en juin 2014 et procéder à leur désengagement à partir du 1er juillet 2014.	UGP	01/07/14	Etant donné le fonds restant disponible, la réduction des activités et le niveau de compétence déjà acquis par les ONGT, le désengagement a été opéré en janvier 2014, comme initialement prévu sans affecter toutefois le bon déroulement des activités en cours.
27. Compléter les indicateurs et leur renseignement dans la base de données. Implémenter les fonctions de requêtes permettant de sortir instantanément des états simples et clairs sur l'évolution dans le temps des résultats de chaque volet d'activités.	RSE	31/01/14 Continu	La base de données est actuellement complétée et fonctionnelle avec tous les indicateurs nécessaires. Une requête est possible pour sortir des états sur l'évolution des activités. Une masque de saisie sous Excel est mise en place au niveau des ONGT et l'importation se fait par programmation informatique après validation des données par les cellules concernées.
28. Donner à la capitalisation des acquis et des succès du Projet une place	CP, RSE	Continu	Des thèmes de capitalisations sont déjà arrêtés, en concertation avec les

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues	Avancement
centrale dans les activités de SE. Animer les responsables techniques et les ONGT pour participer à cette capitalisation.			responsables techniques et les ONGT. Le processus de capitalisation, sous différentes formes, est programmé pour l'année 2015 compte tenu du plan de charge très serré jusqu'à la fin de cette année.
29. Evaluer annuellement le nombre de personnes que le projet AD2M a contribué à faire sortir de la pauvreté, par le biais de l'analyse des niveaux de revenus et de rendement, mais aussi des critères simples à mesurer tel l'acquisition des biens, symboles de réussite sociale en milieu rural.	CN, RSE	Continu	La base de donnée de S&E du Projet permet un suivi du nombre de personnes touchés, avec les activités qu'elles ont bénéficié. Des mesures de rendements sont par ailleurs faites systématiquement par campagne. Par souci d'objectivité et de crédibilité des résultats, le projet se réserve par contre de ne pas procéder à des mesures de revenus ou d'autres impacts, mais préfère attendre des interventions externes telles de la CAPFIDA en 2012, ou également un prestataire externe à mandater en 2015 pour l'évaluation en vue de l'élaboration du rapport d'achèvement.
30. Corriger les bugs du site internet du Projet; poster les documents en une seule version, pdf de préférence et; enrichir rapidement et régulièrement le site (études de cas, success stories, événements, vidéos, photos, articles).	RSE	Continu	Les bugs sur le site sont actuellement corrigés et les documents téléchargeables sont mis en version pdf. La fréquence de sa mise à jour reste pour le moment faible.
31. Repérer et répertorier les bénéficiaires pouvant apporter des témoignages intéressants sur des changements dans leur vie ou leur environnement socio-économique suite à des interventions du Projet. Mettre en forme et diffuser ces success stories.	CP, RSE, ONGT	30/06/14	Des reportages sur les bénéficiaires de la culture d'oignon, haricot, CAE ont été réalisés et diffusés sur la chaîne de télévision nationale.
Aspects fiduciaires			
32. Continuer de préparer les DRF de manière régulière.	UGP, RAF	Immédiat	La préparation des DRF a toujours été, et reste, régulière. En dehors de la longue période d'attente de mise en vigueur du prêt supplémentaire, le projet n'a jamais eu de crise de trésorerie.
33. Renforcer les contrôles en amont des engagements en matérialisant les contrôles sur les fiches d'imputation.	UGP, RAF	Immédiat	Le contrôle avant paiement des dépenses est renforcé, et les fiches d'imputations comptables sont paraphées par le comptable et le RAF au moment du contrôle.
34. Respecter les engagements sur les fonds de contrepartie.	GdM	Immédiat	300 millions d'Ariary de RPI sur une prévision de 334 millions au titre du PTBA 2014 sont débloqués jusqu'ici. Avec les 126 millions d'Ariary au titre du 4 ^{ème} trimestre, actuellement en cours de liquidation au niveau du Trésor, les engagements sur les fonds de contrepartie seront respectés.
35. Remettre les rapports conformément aux dispositions de l'accord de financement et aux directives du FIDA.	UGP	Continu	Les rapports financiers et rapports d'audit ont été, pour l'exercice 2012 comme 2013, soumis dans le respect des échéances fixés dans l'accord de financement.
36. Suivre les recommandations de l'auditeur afin d'améliorer le système de contrôle interne.	UGP	Avant l'audit 2013	Les recommandations de l'auditeur au titre de l'exercice 2012 sont bien suivies.

Annexe 2: Recommandations de l'audit de juin 2014 pour les comptes de l'exercice 2013

Etat de suivi des recommandations de l'audit de juin 2014

Constats	Recommandations	Suivi
Dépenses Les bons de commande sont émis de façon illogique c'est à dire sans avoir respecté la numérotation chronologique. Par ailleurs, la signature du fournisseur attestant la réception des bons de commande ne s'effectue pas de façon systématique.	Nous recommandons au Responsable de respecter l'utilisation rationnelle des Bons de commande en utilisant une séquence chronologique au moment de son émission conformément au Manuel des procédures du Projet.	OUI – Recommandation suivie. Bon de commande établi avec respect de chronologie de numéro de séquences.
Présentation des factures et autres documents émanant du fournisseur. Certaines factures supportant les dépenses effectuées ne sont pas conformes à celles reconnues par la loi en vigueur à Madagascar : aucune identification comme adresse, numéro téléphone, numéro d'identification statistique... n'y est inscrite malgré l'importance du montant facturé (exemple : ADAMALY Abdoullah).	Nous recommandons au Responsable d'exiger des fournisseurs, à partir d'un certain seuil, de mentionner sur les documents commerciaux les informations sur le fournisseur : NIF, adresse, téléphone...	OUI – Recommandation suivie. Les fournisseurs habituels ont bien suivi l'exigence du projet sur les informations fiscales et contacts (adresse, tél. etc.)
Procédures d'achat Les procédures en vigueur au sein du Projet prévoient, avant la réalisation des achats, une prospection de fournisseur qui est matérialisée par des factures proformas et un PV de comparaison signé par le secrétaire, un responsable de la cellule concernée et le RAF. Nous avons constaté au cours de notre vérification que : - certains achats sont toujours faits auprès du même fournisseur (ADAMALY Abdoullah pour les pièces de moto, achat de l'année : 94	Le manuel des procédures du Projet précise que « les achats ne font pas l'objet de passation de marchés mais de consultation de prix à des fournisseurs potentiels ». Vu l'importance de ces achats, nous recommandons au Responsable de mettre en place des procédures favorisant la concurrence (exemple : affiche, envoi d'une demande de prix...) et de prouver de façon formelle avec l'approbation du Coordonnateur du Projet le maintien d'un même fournisseur	OUI – Recommandation suivie. Pour favoriser la concurrence, les demandes de prix ont été élargies vers des fournisseurs à Tana et Morondava avant lancement de commande après la comparaison.

Constats	Recommandations	Suivi
<p>millions d'Ariary environ sur fonds FIDA, MPM pour les pièces détachées des voitures, achat de l'année : 54 millions d'Ariary, Maison Pandjou pour les pièces détachées et matériaux de construction, achat de l'année : 67 millions d'Ariary),</p> <ul style="list-style-type: none"> - les autres fournisseurs consultés sont presque toujours les mêmes et n'obtiennent aucune commande de la part du Projet tout au long de l'année. - dans certains cas, il s'agit de deux fournisseurs ayant le même numéro téléphonique (S'One Service et LBT Garage tél 033 11 833 01) ou la même boîte postale (Magasin Record et Zavarhoussen BP 167). 	<p>pour une prestation définie.</p>	
<p>Achat carburant</p> <p>Les achats de carburant du Projet sont faits auprès de la station JOVENNA et GALANA à Morondava sous forme de « BON » signé par chaque conducteur et payable périodiquement. Les achats de l'année sont d'environ 141 millions d'Ariary auprès de la station JOVENNA Morondava et 92 millions d'Ariary auprès de la station GALANA Morondava soit une moyenne de 20 millions d'Ariary par mois. Le rapprochement des documents supportant les achats avec les carnets de bord des véhicules nous a permis de relever les anomalies suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le numéro de voiture n'est pas toujours présenté sur le relevé d'utilisation de carburant, - Il n'y a aucune analyse des carburants consommés par voiture bien que ce contrôle soit prévu dans le Manuel des procédures. 	<p>Nous recommandons la réalisation périodique d'une analyse de l'utilisation de carburant. Cette tâche est bien définie dans le Manuel des procédures du projet. Par ailleurs, nous recommandons de toujours mentionner sur le carnet de bord les achats de carburant effectués ainsi que la référence du tableau kilométrique à chaque achat effectué.</p>	<p>OUI – Recommandation suivie. Un programme informatique a été conçu pour l'enregistrement et l'analyse des informations sur les carnets de bord pour recouper avec celles issues du relevé d'achat de carburant.</p>

Constats	Recommandations	Suivi
<p>Utilisation carnet de bord et carnet d'entretien</p> <p>L'utilisation de carnet de bord et de carnet d'entretien est prévue dans le Manuel des procédures. Nous avons effectué une analyse des carnets de bord et carnet d'entretien des 3 voitures de l'UGP (19961WWT, 0367TAP et 5643TAR). Les constatations suivantes ont été relevées:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Aucune vérification n'est matérialisée sur ces carnets de bords et carnets d'entretien; - La présentation du carnet n'est pas uniformisée et n'est pas conforme à celle prévue dans le Manuel des procédures; - Les achats de carburant ou pièces détachées n'y sont pas enregistrés de façon systématique. 	<p>Le carnet de bord devrait être un outil de gestion pour la direction. En effet, les informations y enregistrées devraient être complètes autant que possible.</p>	<p>OUI – Recommandation suivie. Un carnet de bord et carnet d'entretien par véhicule ont été mise en place et conforme aux informations exigées sur le manuel de procédure. Les carburants versés dans les réservoirs de chaque véhicule ont été enregistrés sur carnet de bord et les pièces détachées sur le carnet d'entretien</p>

Annexe 3 : ETAT JUSTIFICATIF DU COMPTE SPECIAL FIDA AU 30 OCTOBRE 2014

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT DU COMPTE SPÉCIAL					Formulaire 104
(31/10/2014)					
Titre du Projet:					
Prêt FIDA:					
NUMÉRO DE COMPTE SPÉCIAL 1 570 713 0017 AUPRÈS DE LA BANQUE BOA IVANDRY Antananarivo					
1. MONTANT AVANCÉ PAR LE FIDA					\$EU 1,500,000.00
2. MOINS: MONTANT TOTAL RECOUVERT PAR LE FIDA					-\$EU 96,722.33
	DRF N°	MONTANT	%	RECOUVERT	
	DRF 110	483,611.67	20	96,722.33	
3. ÉGAL EN COURS ACTUEL DE L'AVANCE AU COMPTE SPÉCIAL (1-3)					=\$EU 1,403,277.67
4. SOLDE DU COMPTE SPÉCIAL A LA DATE (31/10/14) RELEVÉ BANCAIRE CI-JOINT					\$EU 298,514.98
5. PLUS: SOLDE DE COMPTE DES OPÉRATIONS					
C.O. n° 01 570 713 0031 BOA Morondava au 31/10/14					+\$EU 3,088.15
C.O. n° 01 570 713 0070 BOA Morondava au 31/10/14 (620 568 668,80 / 2 653,80)					+\$EU 233,840.92
PLUS: ARGENT EN CAISSE					
Caisse Fida Tana au 31/10/2014 (149 771,16 / 2 653,80)					+\$EU 56.44
Caisse Fida Morondava au 31/10/2014 (188 947,84 / 2 653,80)					+\$EU 71.20
Sous total de 5:					237,056.70
TOTAL SOLDES DU COMPTE SPÉCIAL, COMPTE DU PROJET, COMPTE DES OPÉRATIONS ET ARGENT EN CAISSE (4+5)					=\$EU 535,571.68
6. PLUS: MONTANT DES DÉPENSES ELIGIBLES JUSTIFIÉES DANS LA DEMANDE JOINTE NUMÉRO CS					+\$EU
7. PLUS: MONTANT PAYÉE DU COMPTE SPÉCIAL, COMPTE D'OPÉRATION MAIS N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ DEMANDÉ					
RAISON: Montant éligible pour lequel aucune DRF n'a pas encore été préparée					+\$EU 378,882.32
8. PLUS: MONTANTS DÉJÀ DEMANDÉS MAIS PAS ENCORE CRÉDITÉS À LA DATE DE RELEVÉ BANCAIRE ET DEMANDÉ APRÈS LA DATE DE RELEVÉ BANCAIRE					
	DRF N°	Date	\$USD	MONTANT	
	111			488,823.66	
TOTAL DES DEMANDES PRÉCÉDENTES PAS ENCORE CRÉDITÉS:					+\$EU 488,823.66
9. MOINS: INTÉRÊTS COURUS CRÉDITÉS AU COMPTE					-\$EU -
10. ÉGAL MONTANT TOTAL DE L'AVANCE JUSTIFIÉE (N° 4 À N° 9)					=\$EU 1,403,277.67
11. EXPLICATION DE TOUT ÉCART ENTRE LES TOTAUX INDIQUÉS AUX LIGNES 3 ET 10 CI-DESSUS					+\$EU -

Annexe 4 : ETATS CERTIFIES DES DEPENSES (ECD)

Dépenses vérifiées pour la DRF 108 CS

Conclusion : Après revue, aucune anomalie n'est constatée sur les dépenses contrôlées, les dépenses sont éligibles et les pièces justificatives sont complètes

Description des dépenses	Dépenses effectuées pendant la période considérée MGA	Taux de remboursement	Payable par FIDA MGA	Date de paiement	N° BR CH CAISSE
Achat de fournitures et matériaux pour la construction de puits d'eau villageois à Bekopaka	1,650,000.00	100%HT	1,650,000.00	04/11/2013	CK 9599115
Indemnité Jean Claude et Prosper à Manamby du 28/10/2013 - Contact avec le casseur de gravillon pour les travaux de construction de puits d'eau villageois à Bekopaka	40,000.00	100%HT	40,000.00	04/11/2013	CK 9599130
Indemnité RAKOTONIAINA Andrianjaka à Bekopaka du 06/11 au 10/11/2013 - Implantation puisatiers et puits CR Bekopaka	185,000.00	100%HT	185,000.00	07/11/2013	CK 9599148
Location de voiture à Bekopaka du 06 au 10/11/2013 - Installation puisatiers et implantation des puits dans la CR de Bekopaka	750,000.00	100%HT	750,000.00	13/11/2013	CK 9599162
Indemnité Garçon à Mahavavy le 31/10/2013 - Installation puisatier	15,000.00	100%HT	15,000.00	20/11/2013	CK 9599137
Dépenses diverses relatives au construction de puits d'eau villageois à Bekopaka	530,000.00	100%HT	530,000.00	21/11/2013	CK 9599186
Main d'œuvre pour la construction de 02 puits villageois à Bekopaka - T de 20%	1,012,000.00	100%HT	1,012,000.00	21/11/2013	CK 9599193
Main d'œuvre pour la construction de 02 puits d'eau villageois à Bekopaka - T de 20%	1,022,400.00	100%HT	1,022,400.00	21/11/2013	CK 9599188
Main d'œuvre pour la construction de 02 puits d'eau villageois à Mahavavy - DP05	339,610.00	100%HT	339,610.00	21/11/2013	CK 9599189
Achat de gravillons 5/25 cassé pour la construction de puits d'eau villageois à Bekopaka	300,000.00	100%HT	300,000.00	02/12/2013	CK 9599224
MO pour la réhabilitation de sept puits d'eau villageois - T de 20%	1,639,660.00	100%HT	1,639,660.00	02/12/2013	CK 9599211

Description des dépenses	Dépenses effectuées pendant la période considérée MGA	Taux de remboursement	Payable par FIDA MGA	Date de paiement	N° BR CH CAISSE
Travaux de construction de deux bâtiments pour magasin de stockage d'oignon à Ankilizato et à Tambazo - DP01	22,165,907.19	100%HT	22,183,907.19	09/12/2013	BR 566/13/CO
Achat de fournitures et matériaux de constructions pour les travaux de construction de puits d'eau villageois à Bekopaka	8,960,000.00	80%	8,981,000.00	12/12/2013	BR 567/13/CO
Fournitures et matériaux de constructions pour les travaux de constructions puits d'eau villageois à Bekopaka	7,944,000.00	80%	7,965,000.00	12/12/2013	BR 589/13/CO
Travaux de construction d'un ouvrage de traversée de la rivière Antandrokomby à Berevo et d'un ouvrage de traversée de la rivière Antseranambe à Mahavelo - DP 01	99,091,332.22	100%HT	99,112,332.22	17/12/2013	BR 579/13/CO
Indemnité de RATSIKETAARISON Paulin à Morondava, Belo, Bekopaka, Ambondro et Masoarivo du 14/12 au 18/12/2013 - Réception provisoire des travaux de construction d'ouvrage de franchissement dans la région de Menabe et Melaky	315,000.00	100%HT	315,000.00	18/12/2013	CK 9599394
Frais transfert bac à Tsimafana , Bekopaka du 15/12 au 20/12/2013 - Réception provisoire des travaux de construction d'ouvrage de franchissement dans la région de Menabe et Melaky	100,000.00	100%HT	100,000.00	18/12/2013	CK 9599392
Indemnité RANDRIANANTOANINA Alain à Morondava , Belo, Bekopaka, Ambondro et Masoarivo du 15/12 au 20/12/2013 - Réception provisoire des travaux de construction d'ouvrage de franchissement dans la région de Menabe et Melaky	550,000.00	100%HT	550,000.00	18/12/2013	CK 9599392

Description des dépenses	Dépenses effectuées pendant la période considérée MGA	Taux de remboursement	Payable par FIDA MGA	Date de paiement	N° BR CH CAISSE
Indemnité JEAN Claude à Belo , Bekopaka, Ambondro et Masoarivo du 15/12 au 20/12/2013 - Réception provisoire des travaux de construction d'ouvrage de franchissement dans la région de Menabe et Melaky	460,000.00	100%HT	460,000.00	18/12/2013	CK 9599392
MO pour la construction de 02 puits d'eau villageois à Bekopaka - 2T	2,783,000.00	100%HT	2,783,000.00	23/12/2013	CK 9599405
Remboursement dépenses SRGR Melaky lors de la réception provisoire des travaux de construction d'ouvrage de franchissement à Masoarivo	220,000.00	100%HT	220,000.00	24/12/2013	CK 9599396
Travaux de construction , réhabilitation local pour boutique intrants à Begidro dans la CR de Begidro - DP02	304,623.50	100%HT	304,623.50	24/12/2013	CK 9599406
Indemnité SRGR Melaky à Morondava, Masoarivo, Bekopaka du 12/12 au 21/12/2013 - complément - Réception provisoire des travaux	355,000.00	100%HT	355,000.00	24/12/2013	CK 9599401
MO pour la réhabilitation de sept puits d'eau villageois - T de 30%	2,459,490.00	100%HT	2,459,490.00	24/12/2013	CK 9599416
Travaux de construction d'un ouvrage de traversée sur la rivière Manambolo vers Lavaheloka, CR Antsoha et d'un ouvrage de traversée de la rivière Andranomena à Anjamahaso, CR Ankiroroky - DP 04	69,308,249.47	100%HT	69,329,249.47	31/12/2013	BR 730/13/CO
MO pour la construction de deux puits d'eau villageois à Bekopaka - DP 02	511,200.00	100%HT	511,200.00	15/01/2014	CK 9599437
Photocopie reliure - Infrastructures rurales	181,572.00	80%	183,372.00	17/01/2014	BR 023/14/CO
MO pour les travaux de constructions d'un puits artésien dans le fkt de Mahavavy, CR Ambatolahy - DGD 03	131,666.90	100%HT	131,666.90	21/01/2014	CK 9599438
Carburant du 30 Octobre 2013 - Infrastructures rurales	371,280.00	80%	371,280.00	30/10/2013	CK 9599114
Carburant du 04 Décembre 2013 -	746,704.00	80%	746,704.00	04/12/2013	CK 9599229

Description des dépenses	Dépenses effectuées pendant la période considérée MGA	Taux de remboursement	Payable par FIDA MGA	Date de paiement	N° BR CH CAISSE
Infrastructures rurales					
Fouilles supplémentaire puits villageoise Bekopaka	50,000.00	100%HT	50,000.00	21/01/2014	DRD 1922
Achat d'un tuyau PVC 75 à pression pour forage d'un point d'eau potable à Bekopaka	69,120.00	80%	69,120.00	21/01/2014	F CRP 640
Achat d'une boîte de gebajoint 500 g et d'un tube colle 125 ml pression pour le tuyau PVC 75 à pression pour forage d'un point d'eau potable à Bekopaka	39,667.20	80%	39,667.20	21/01/2014	F CRP 641
Indemnité de RANDRIANARIVO Jean à Manamby du 29/10/2013	20,000.00	100%HT	20,000.00	04/11/2013	CK 9599128
Billet d'avion en faveur de RANDRIANARIVO Jean MOQ TNR A/R du 06/10 et 16/10/2013	644,560.00	80%	644,560.00	04/11/2013	BR 538/13/CO
Abonnement téléphone flotte Telma sept 2013	802,112.80	80%	804,519.14	05/11/2013	BR 525/13/CO
Achat de pièces de rechange pièce Moto AOP	228,130.74	80%	228,130.74	06/11/2013	CK 9599095
Envoi colis à Nairobi du 07/10/2013	159,494.40	80%	161,294.40	08/11/2013	BR 543/13/CO
Eau et électricité Octobre 2013	954,736.80	80%	961,336.80	08/11/2013	BR 547/13/CO
Achat de pièce de rechange pour la voiture 0366 TAP, 0367 TAP, 19991 WWT et 5643 TAR	8,392,000.00	80%	8,413,000.00	08/11/2013	BR 545/13/CO
Entretien et réparation véhicule 5643TAR, 0367 TAP	282,400.00	80%	282,400.00	12/11/2013	CK 9599149
Abonnement Airtel mois d'Octobre 2013	1,532,837.40	80%	1,537,435.91	12/11/2013	BR 552/13/CO
Abonnement Flybox 30 Go du 01/10 au 31/10/2013	156,000.00	80%	157,800.00	15/11/2013	BR 559/13/CO
Pièces de rechange et lubrifiant pour voiture du projet	4,547,120.00	80%	4,553,519.70	15/11/2013	BR 540/13/CO
Frais et commission bancaire		100%HT	40,000.00	18/11/2013	Prélèvement
Remboursement frais de déplacement congé annuel 2013 de CPV	192,000.00	80%	192,000.00	19/11/2013	CK 9599112
Achat de fumigateur de 500MI	364,800.00	80%	364,800.00	19/11/2013	CK 9599167

Description des dépenses	Dépenses effectuées pendant la période considérée MGA	Taux de remboursement	Payable par FIDA MGA	Date de paiement	N° BR CH CAISSE
Frais de réparation et mise à la route NISSAN Patrol GL	240,000.00	80%	240,000.00	21/11/2013	CK 9599170
Indemnité CRM lors de la mise à jour AGPM 2013	160,000.00	100%HT	160,000.00	28/11/2013	CK 9599212
Frais et commission bancaire	1,280.00	100%HT	1,280.00	29/11/2013	Prélèvement
Achat de deux pneus pour la voiture 19961 WWT	1,040,000.00	80%	1,040,000.00	06/12/2013	CK 9599221
Achat de deux pneus pour la voiture 0367 WWT	2,000,000.00	80%	2,000,000.00	06/12/2013	CK 9599176
Entretien et réparation voiture 19961 WWT et 0367 TAP	295,760.00	80%	295,760.00	10/12/2013	CK 9599249
Entretien et réparation de la voiture 9659 TAD	364,000.00	80%	364,000.00	10/12/2013	CK 9599368
Achat de fourniture de bureau pour fonctionnement	115,200.00	80%	121,800.00	12/12/2013	BR 581/13/CO
Envoi colis DHL à Nairobi du 07/11/2013	159,494.40	80%	161,294.40	12/12/2013	BR 588/13/CO
Photocopie et reliure fonctionnement	197,340.00	80%	199,140.00	12/12/2013	BR 584/13/CO
Indemnité Giovanni à Tana du 05/12 au 11/12/2013 - Entretien et réparation de véhicule	385,000.00	100%HT	385,000.00	12/12/2013	CK 9599384
Achat de fourniture de bureau et pièces pour voiture	459,600.00	80%	466,200.00	12/12/2013	BR 582/13/CO
Consommation eau et électricité du 12/09 au 12/10/2013	1,084,429.60	80%	1,091,029.60	12/12/2013	BR 587/13/CO
Achat de pièces de rechanges pour véhicules de projet	1,960,000.00	80%	1,966,600.00	12/12/2013	BR 590/13/CO
Fournitures et Main d'œuvre de réparation véhicule 0367TAP	5,704,000.00	80%	5,721,112.00	12/12/2013	BR 568/13/CO
Achat de pièces de rechanges pour véhicules de projet	5,715,200.00	80%	5,732,345.60	12/12/2013	BR 583/13/CO
Achat de pièces de rechanges pour les véhicules du projet	6,043,200.00	80%	6,061,200.00	12/12/2013	BR 569/13/CO
Entretien et réparation climatiseur	1,130,400.00	80%	1,130,400.00	12/12/2013	CK 9599177
Prestations de nettoyage bureau et gîte d'étape AD2M	104,000.00	80%	104,000.00	17/12/2013	CK 9599373
Achat de batterie 12V et accessoires pour la voiture 9656 TAD	408,288.00	100%HT	408,288.00	17/12/2013	CK 9599222
Main d'œuvre confection plaque directionnelle	668,000.00	80%	668,000.00	18/12/2013	CK 9599359

Description des dépenses	Dépenses effectuées pendant la période considérée MGA	Taux de remboursement	Payable par FIDA MGA	Date de paiement	N° BR CH CAISSE
Entretien et réparation véhicule 0366 TAP, 5643 TAR, 19961 WWT,	1,048,640.00	80%	1,048,640.00	18/12/2013	CK 9599376
Assurance pour la véhicule Nissan Patrol du 07/11/2013 au 14/01/2014	1,034,523.84	80%	1,037,627.41	19/12/2013	BR 709/13/CO
Abonnement téléphone flotte Airtel - Novembre 2013	1,254,913.62	80%	1,258,678.36	19/12/2013	BR 717/13/CO
Entretien et réparation des véhicule 0367 TAP et 0366 TAP	230,720.00	80%	230,720.00	24/12/2013	CK 9599395
Abonnement téléphone flotte Airtel - Décembre 2013	1,072,800.00	80%	1,076,018.40	24/12/2013	BR 616/13/CO
Achat de fourniture de bureau	1,088,800.00	80%	1,088,800.00	24/12/2013	CK 9599402
Confection plaque CECAM avec logo en couleur	600,000.00	100%HT	600,000.00	26/12/2013	CK 9599358
Abonnement CMO Fly box du 01/11 au 30/11/2013	156,000.00	80%	157,800.00	31/12/2013	BR 725/13/CO
Abonnement téléphone flotte TELMA - novembre 2013	744,683.20	80%	746,917.25	31/12/2013	BR 720/13/CO
Abonnement téléphone flotte TELMA - Octobre 2013	766,836.80	80%	769,137.31	31/12/2013	BR 732/13/CO
Indemnité de RAKOTONDRATSIMA Andrianainasoa à Tana du 27/05 au 29/05/13, 31/05 au 08/06/2013 et 01/07 au 06/07/2013	1,230,000.00	100%HT	1,230,000.00	31/12/2013	CK 9599426
Frais de transport de véhicule 0363 TAP de l'ONGT Toky Fampandrosoana - Morondava à Tananarive	1,800,000.00	80%	1,800,000.00	31/12/2013	CK 9599397
Achat de crémaillère complet pour 0367 TAP	2,640,000.00	80%	2,647,920.00	31/12/2013	BR 721/13/CO
Frais de tenue de compte		100%HT	1,280.00	31/12/2013	Prélèvement
Insertion AGPM dans la gazette du 12 et 14/11/2013	268,800.00	80%	268,800.00	07/01/2014	CK 9599403
Achat de 20 toners pour imprimantes HP Laserjet	1,408,000.00	80%	1,408,000.00	09/01/2014	CK 9599432
Eau et électricité décembre 2013	1,569,080.00	80%	1,575,680.00	15/01/2014	BR 008/14/CO
Photocopie et reliure carnet de bord	4,464.00	80%	6,264.00	17/01/2014	BR 037/14/CO
Achat de fourniture et de produit d'entretien pour l'UGP	236,800.00	80%	243,400.00	17/01/2014	BR 045/14/CO

Description des dépenses	Dépenses effectuées pendant la période considérée MGA	Taux de remboursement	Payable par FIDA MGA	Date de paiement	N° BR CH CAISSE
Abonnement internet Orange mois de décembre 2013	301,935.49	80%	303,735.49	17/01/2014	BR 009/14/CO
Achat de fourniture de bureau de l'UGP	861,600.00	80%	868,200.00	17/01/2014	BR 041/13/CO
Achat de fourniture de bureau	1,393,200.00	80%	1,399,800.00	17/01/2014	BR 027/14/CO
Achat de clavier pour ordinateur portable	116,000.00	100%HT	116,000.00	20/01/2014	CK 9599463
Remboursement carburant CAPFIDA	152,680.00	80%	152,680.00	21/01/2014	CK 9599457
Déjeuner lors de la réunion de coordination du 13 au 15/01/2014	275,000.00	100%HT	275,000.00	23/01/2014	CK 9599454
Pièces de rechange moto Honda XL 200	1,140,653.68	80%	1,147,253.68	12/09/2013	BR 398/13/CO
Transport bagage CPA à Tana	192,000.00	80%	192,000.00	27/09/2013	CK 9599275
Carburant du 04 Octobre 2013 - Coût de fonctionnement	2,165,281.60	80%	2,165,281.60	09/10/2013	CK 9599284
Dépenses diverses lors du dédouanement du véhicule Nissan à Tamatave	418,400.00	80%	418,400.00	17/10/2013	CK 9599071
Insertion publicitaire chez le journal la vérité	1,185,600.00	80%	1,185,600.00	28/10/2013	CK 9599061
Achat de pièces pour les voitures du projet	4,547,120.00	80%	4,560,761.36	30/10/2013	BR 540/13/CO
Entretien voiture n° 19961 WWT	12,000.00	80%	12,000.00	01/11/13	DAD 1712
Frais de déplacement Olivia	16,000.00	80%	16,000.00	04/11/13	DAD 1720
Frais de déplacement Olivia	8,000.00	80%	8,000.00	05/11/13	DAD 1724
Indemnité membre CRM du 05/11/2013 - Mise à jour AGPM 2013	80,000.00	100%	80,000.00	05/11/13	DAD 1725
Frais de déplacement Olivia	12,000.00	80%	12,000.00	07/11/13	DAD 1729
Frais déplacement Olivia	16,000.00	80%	16,000.00	07/11/13	DRD 1730
Carburant déplacement course en ville	2,400.00	80%	2,400.00	07/11/13	DAD 1732
Facture Transam réception colis	6,400.00	80%	6,400.00	07/11/13	DAD 1733
Réparation porte gite d'étape	59,200.00	80%	59,200.00	11/11/13	DAD 1734
Achat produits d'entretien	12,000.00	80%	12,000.00	11/11/13	DAD 1735
Déplacement Nadia	13,600.00	80%	3,399.16	11/11/13	DAD 1736
		80%	10,200.84	11/11/13	DAD 1736
Entretien voiture n° 0367 TAP	24,000.00	80%	24,000.00	11/11/13	DAD 1737

Description des dépenses	Dépenses effectuées pendant la période considérée MGA	Taux de remboursement	Payable par FIDA MGA	Date de paiement	N° BR CH CAISSE
Entretien voiture n° 19961 WWT	16,000.00	80%	16,000.00	11/11/13	DAD 1738
Frais de déplacement Nadia	13,600.00	80%	13,600.00	13/11/13	DAD 1744
Fournitures pour la réparation porte d'archives	21,280.00	80%	21,280.00	13/11/13	DRD 1745
Déplacement transport vitre du 13/11/2013	4,800.00	80%	4,800.00	13/11/13	DAD 1746
Pièces détachées voiture n° 19961 WWT	8,000.00	80%	8,000.00	14/11/13	DAD 1747
Réparation voiture n° 0367 TAP	2,400.00	80%	2,400.00	15/11/13	DAD 1740
Facture Transam réception colis	12,800.00	80%	12,800.00	15/11/13	DAD 1748
Réparation voiture n° 19961 wwt	6,400.00	80%	6,400.00	15/11/13	DAD 1749
Entretien bâtiment ad2m	48,000.00	80%	48,000.00	18/11/13	DAD 1752
Entretien bâtiment ad2m	44,000.00	80%	40,319.16	18/11/13	DAD 1753
		80%	3,680.84	18/11/13	DAD 1753
Remboursement frais de déplacement RAF	47,200.00	80%	47,200.00	18/11/13	DRD 1754

Annexe 5: LISTE DES PRINCIPALES PERSONNES RENCONTREES

Nom, prénom	Institution, fonction
RANDRIANARITIANA Pierrot Serge	MinAgri-DR, Secrétaire Général
Jean Camara Ousmane	CCRF, Coordinateur
Alain Randrianantoanina	MinAgri-DR, Personne Responsable de la passation des Marchés
ROSA Donné Alphonse	DRDR Menabe, Directeur
RAKOTONDRATSIMA Andrianaiainasoa	AD2M, Coordonnateur du projet
JULES Terezy	AD2M, Responsable administratif et financier (RAF)
RAZAFINDRATSIMA Alain	AD2M, Responsable suivi et évaluation (RSE)
ANDRIANATOANDRO Maximin	AD2M, Responsable de l'appui à l'organisation des producteurs (RAOP)
ANDRIANTSILAVO Manoamanana	AD2M, Chargé de la production végétale, Approvisionnement et Commercialisation (CPVAC)
ANDRIANAIVOLALA Edena	AD2M, Assistant CPVAC
FARATIANA Béatrice (M ^{me})	Coordinatrice de l'ONG MADE SARL, Ambatolahy
RANAIVOMANANTSOA Donné	Coordonnateur adjoint de l'ONG MADE SARL, Ambatolahy
FENOMANANA Joelarison	Paysan producteur de semences haricot, Analambimby, CR Isalo
RAFANOMEZANTSOA Jeannot	Paysan producteur de semences haricot,, Analambimby, CR Isalo
RAZAFY Gervais Fidelis	Paysan producteur de semences haricot,, Analambimby, CR Isalo
RATSIFIDIANA Gilbert	Bénéficiaire CEP MP pêche Isalo
SOLOINAINA Donatien	Bénéficiaire CEP MP pêche Isalo
SABOTSY Jean Marie	Bénéficiaire CEP MP pêche Isalo
RAHERINAINA	Bénéficiaire CEP MP pêche Isalo
DENETSY	Président de l'Association des Usagers du Canot (AUC) Isalo
ADOLPHE Evariste	Vice-Président de l'Association des Usagers du Canot (AUC) Isalo
ELIAS Zape	Trésorier de l'Association des Usagers du Canot (AUC) Isalo
ANDRIAMIFIDY Bruno	Contrôleur de l'Association des Usagers du Canot (AUC) Isalo
VOLOLONA (M ^{me})	Commissaire aux comptes de de l'Association des Usagers du Canot (AUC) Isalo
RAFANOMEZANTSOA Jeannot	Bénéficiaire de l'Agriculture de Conservation, Isalo
RAMBOLA	Bénéficiaire de l'Agriculture de Conservation, Isalo
DANIELSON	Bénéficiaire de l'Agriculture de Conservation, Isalo
VOLAMANA Augustin	Bénéficiaire de l'Agriculture de Conservation, Isalo
RAVAONORO Berthine (M ^{me})	Bénéficiaire magasin de stockage d'oignon, Tanambao, CR Isalo
RAZAFINDRABE Honoré Alcide	Bénéficiaire magasin de stockage d'oignon, Tanambao, CR Isalo
RAHARIVONY Suzanne (M ^{me})	Bénéficiaire magasin de stockage d'oignon, Tanambao, CR Isalo
TOZAFY	Bénéficiaire magasin de stockage d'oignon, Tanambao, CR Isalo
TSIAGNENENA Celestine (M ^{me})	Bénéficiaire magasin de stockage d'oignon, Tanambao, CR Isalo
TIRINDRAE	Bénéficiaire magasin de stockage d'oignon, Tanambao, CR Isalo
VAOZAFY	Bénéficiaire magasin de stockage d'oignon, Tanambao, CR Isalo

Nom, prénom	Institution, fonction
BATSEBA	Caissière CECAM Analambiby, CR Isalo
RAFANOMEZANTSOA Jeannot	Komity Mpitantanana (KMP), Comité de Gestion CECAM Analambiby, CR Isalo
VOLAMANA Augustin	Bénéficiaire CECAM Analambiby, CR Isalo
ZAMAMY	Bénéficiaire CECAM Analambiby, CR Isalo
MINOSOA Lala Ranaivo (Mme)	Coordinatrice de l'ONG TOKY FAMPANDROSOANA, Ankilizato
RAFENOMANJATO Heritojo	Coordonnateur Adjoint de l'ONG TOKY FAMPANDROSOANA, Ankilizato
RAVELOSON Georges Adrien	Commune Ankilizato, Maire
RADAODY	Commune Malaimbandy, Adjoint au Maire
RAZAFINDRASALAMA Alfred	Président Union des AUE Migodo I, CR Ankilizato
RAKOTONIRINA Julien Odilon	Vice-Président Union des AUE Migodo I, CR Ankilizato
RANDRIAMBOAHANGY Désiré	Secrétaire Union des AUE Migodo I, CR Ankilizato
RAKOTOMAMONJY Raymond	Trésorier Union des AUE Migodo I, CR Ankilizato
RAZAFINDRAIBE	Membre AUE, CR Ankilizato
NOMENJANAHARY Solondraibe	Membre AUE, CR Ankilizato
RAZAFINDRAVOLA Bienaimée (Mme)	Trésorière AUE N° 5 Migodo I, CR Ankilizato
MAKA Jules	Promoteur Oignon intersaison, Ankilizato
RAKOTONANDRASANA Hery	Cultivateur oignon sur rizièr, Ankilizato, CR Ankilizato
RASOAMAMPIONONA (Mme)	Bénéficiaire CEP Riz, CR Ankilizato
RATSIAMBAKAINA Eudene	Paysan producteur de semences riz, Ankilizato, CR Ankilizato
RAZANAJATOVO Rabe	Bénéficiaire CECAM, Ankilizato
RAKOTONIAINA Guy Claude	Cultivateur oignon sur rizièr, Ankilizato, CR Ankilizato
RASOANOMENJANAHARY Maminirina (Mme)	Promoteur Haricot intersaison, Ankilizato
RASOATAHIANA Marie Célestine (Mme)	Promoteur Haricot intersaison, Ankilizato
RAVELOMANANTSOA Andriamary	Secrétaire AUE Migodo II
TIANA Ernest	Agent CRIF Ankilizato
VELOMBIASA Pascal	Paysan leader oignon Tambazo, CR Malaimbandy
MELTINE	Paysan leader oignon Tambazo, CR Malaimbandy
RAZAFIMAMONJY Andriamahefa Gerorgette (Mme)	Bénéficiaire CAE, Ankilizato
RASOLONIMARO Alain Félix	Conseiller CECAM ANkilizato
CHRISTIAN Jean Rigobert	Agent guichet foncier Ankilizato
SOAFARA Vénérie	Bénéficiaire CAE, Ankilizato
MELTINE	Paysan leader oignon Tambazo, CR Malaimbandy
JEAN JACQUES	Agent guichet foncier Malaimbandy
RAKOTOVAO Martin Joseph	Promoteur Arboriculture fruitière Malaimbandy

Annexe 6: NOTE TECHNIQUE SUR LE VOLET COMMERCIALISATION

1. Cette note propose des pistes de réflexions sur la proposition de la mission «d'apprécier les dimensions socio-juridico-économiques qui peuvent favoriser le respect des contrats/engagements commerciaux, et de tester des stratégies opérationnelles correspondantes».

Le marché et les expériences de contractualisation d'AD2M

2. Les productions des spéculations appuyées par le projet (riz, oignon, haricot et arachide) ne connaissent pas encore de problèmes de marché et sont commercialisées en totalité sur les marchés local ou national. Toutefois, AD2M a mené des actions -de formation des petits producteurs leaders pour les négociations commerciales, et d'épreuves en matière de contractualisation avec des opérateurs de plus grandes envergures. Ces expériences ont permis d'appréhender certaines problématiques de la commercialisation:
 - En 2012, un contrat de fourniture de 220t d'haricot marbré, de 220t de haricot soisson 220t, et de 400t d'arachide a été signé avec la société Faly Export, avec le co-signature du projet. Le prix de la transaction n'a pas été précisé dans la convention. A date, les producteurs ont préféré vendre le haricot sur le marché local, suite à une forte hausse des prix, induite par la compression de l'exportation chinoise au niveau international.
 - En 2014, l'intermédiation d'AD2M a permis à des petits producteurs, regroupés mais non structurés, de signer «directement» un contrat de fourniture de 8 tonnes d'arachide à 800 ar/kg coque avec un collecteur local. A date, suite au prix du marché de 500 ar/kg coque, l'opérateur s'est désisté.
 - En 2014, des paysans leaders, préalablement formés (de manière théorique, sur des objectifs de transaction court terme) en commercialisation/négociation, ont été mises en relation directe avec des opérateurs de la capitale, sans que les tractations aboutissent.

Les leçons apprises du PPRR

3. Des problématiques du volet commercialisation d'AD2M sont similaires à ceux du projet PPRR³¹, à savoir «l'accès durable des petits producteurs aux marchés», mais avec un nombre limité de spéculation et une étendue d'interventions plus concentrée (par pôle). Bien que les stratégies du PPRR, comme les CAM et la structuration en coopérative, ne soit pas transposable directement sans étude préalable, les leçons apprises³² peuvent inspirer AD2M, à savoir:
 - *Leçon n°1:* Commencer la commercialisation sur la base d'une dynamique locale.
 - *Leçon n°2:* Considérer le seuil de rentabilité (quantité commercialisable).
 - *Leçon n°3:* Susciter l'initiative endogène tout en recourant à des expertises «spécialisées» (Externalisation).
Le recours à des experts dans un domaine spécifique explique les succès des transactions si on considère l'évolution des Chiffres d'Affaires. Mais la pérennisation reste négative quand les acteurs directs ne se sentent pas concernés et ne s'approprient pas les résultats de l'expertise.
 - *Leçon n°4:* Formaliser le partenariat commercial et de soutien, de manière pluri annuel.
4. Les approches de PPRR ont évolué dans le temps, et certaines bonnes pratiques méritent une attention particulière, entres autres :
 - Il n'est pas efficient de tenter de réguler les prix. Par contre la connaissance des prix des différents marchés, en temps réel, permet de mieux négocier et décider.
 - Lorsque les structures³³ appuyées sont trop orientées «développement», c'est-à-dire au service uniquement³⁴ de ses membres, au détriment d'une approche commerciale rentable, alors elle ne peut être pérenne.

³¹ PPRR Programme de Promotion des Revenus Ruraux

³² Leçons Apprises in, « PPRR- Evaluation de l'impact des appuis en commercialisation et développement de partenariat ». K Boss Consulting, oct 2013

³³ Comme les CAM ou les Coopératives

³⁴ Par exemple : prix d'achat des productions des membres supérieur au prix du marché

- Les risques de malversations au niveau des structures (formel ou informel), peuvent être réduits si les formations et les encadrements, au niveau des futurs membres, se font bien en amont de sa constitution, à travers des applications/expériences «pratiques»³⁵.

Les principales pistes de réflexion

5. Pour l'extension d'AD2M, le volet commercialisation devient un enjeu important, du fait du doublement des surfaces aménagées et donc de la production, et de la nécessité de pérenniser les acquis au niveau des petits producteurs.
6. **Pistes sur la forme de contractualisation.** La confiance demeure la base de la contractualisation. Pour les petites productions, elle prend différentes formes, mais reste inhérente essentiellement aux profils des contractants, et non pas à un modèle standardisable. Pour le cas d'AD2M, elle pourrait évoluer en fonction du poids des producteurs, de la quantité à négocier, du marché ciblé par les opérateurs selon les formes, non exhaustives, suivantes:
 - Commercialisation avec un contrat à base de quota, avec préfinancement progressif ou par pallier (cas de pisciculture AM, AROPA);
 - Commercialisation sous forme de contrat de partenariat en impliquant un IMF (OTIV) comme facilitateur et garant de la transaction (cas Anjahambe, avec l'opérateur Alvenne, PPRR);
 - Commercialisation avec un dispositif de bon de commande (cas de Tsabrose, Sofia, PROSPERER);
 - Commercialisation basée sur la confiance, et par conséquent sans documents écrits (cas de petits collecteurs sur le riz);
 - Contrat de commercialisation signé, basé sur un prix de marché référentiel indépendant³⁶ (cas du Miel, Manjakandriana avec la CCIA).
7. **Pistes sur le profil du dispositif d'appui.** L'accompagnement pour mettre en œuvre ces formes de contractualisations devrait se faire en continu, à la base, en rattachement si possible aux ONGT. L'UGP du projet pourrait alors se focaliser sur les outils transversaux: dispositifs d'accès aux prix en temps réel, Par ordre de préférence, l'accompagnement à la base pourra prendre une ou des combinaisons des formes suivantes:
 - Idéalement, par des leaders (petits opérateurs de la zone, paysans à fibre business (cas de la dame à Ankilizato)), contracté en free-lance, rémunéré sur: - les opérations commerciales qu'ils réalisent, de manière tout à fait autonome, avec les groupements cibles, et – par le projet, sous forme de dotation (équipement, matériel...) de manière dégressive dans le temps, pour promouvoir un service d'accompagnement à cette commercialisation. Des conseillers d'entreprise de GUMS³⁷ de PROSPERER pratique ce schéma (Tsabrose, Sofia).
 - Eventuellement par une structure spécialisée³⁸, possédant une stratégie de commercialisation et d'implantation districale avec des agents ambulants.
 - Ou par des socio organisateurs, rattachés aux ONGT, formés, en pratique, sur le business (concept qui va plus loin que la commercialisation).
 - Et en dernier recours, à des techniciens des ONGT.
8. **Piste sur les indicateurs de résultats pour le volet commercialisation.** Les objectifs pour l'appui à la commercialisation pourraient émaner des formes suivantes:
 - Un accroissement du volume de vente, sur la base de partenariat durable : contrat commercial formel, écrit ou verbal, pluri annuel.
 - Le renforcement de la position de négociation des petits producteurs, à travers -une structuration économique progressive, - la mise à disposition en temps réel des prix des marchés, (par exemple, par un dispositif cellulaire, comme la plateforme ESOKO, PPRR), et – la formation

³⁵ Par exemple : dotation de très petits fonds perdus, pour mener un apprentissage de revolving fund et de comptabilisation/suivi entre les membres.

³⁶ Par exemple, panier de l'INSTAT, ou des CSA si la mise à jour est régulière

³⁷ Guichet Unique Multi Service

³⁸ Comme par exemple la CCI régionale, ou les antennes du CITE, ou des sociétés en implantation

- L'accroissement de l'autonomie à la commercialisation, par la mise en place d'outils de revolving fund local (sous forme de fonds de crédit au niveau IMF, ou de portage de garantie de crédit), permettant d'assurer les fonds d'exploitations de démarrage lorsque le projet arrivera au stade de structuration (par exemple, coopérative) des producteurs afin de financer : les stocks initiaux, les fonds de roulement, et éventuellement une partie des amortissements mobiliers.